No. 21 1919 Vol. 70

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, Samedi, 28 Mai 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, Saturday, 28th May, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessus:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second

publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. 2149—18-8-o

publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. 2150—18-8-o

Lettres Patentes

"Abitibi Electric Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1938, constituant en corporation: Joseph Labrèque, dentiste, Irène Guertin, fille majeure, secrétaire, et Rodolphe Paterson, agent, tous résidant dans la ville de Val d'Or, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce d'entrepreneurs-électriciens, manufacturer, acheter et vendre tous genres d'appareils électriques, ainsi que pièces et accessoires;

2. Demander, acheter ou autrement acquérir tout brevets, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif ou limité, d'utiliser aucun secret ou autre information se rapportant à toute invention qui semblera susceptible d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra devoir profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou informations ainsi acquis;

3. Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

4. Distribuer, en espèce ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la section 81 de la loi des Compagnies tous biens de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou

Letters Patent

"Abitibi Electric Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1938, incorporating: Joseph Labrecque, dentist, Irène Guertin, spinster of age, secretary, and Rodolphe Paterson, agent, all residing in the Town of Val d'Or, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on business as electrical contractors, manufacture, purchase and sell all kinds of electrical apparatus and also parts and accessories thereof;

2. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patents of invention, trade-marks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

3. To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

4. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner described by section 81 of the Companies Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of

autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

5. Exercer toute autre négoce ou commerce qui semblera, dans l'opinion des directeurs de la compagnie pouvoir être avantageusement exercé relativement ou auxilliairement au commerce de la compagnie;

6. Se joindre, s'unir ou se fusionner à toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable, payer ou recevoir le prix convenu en argent, ou actions acquittées ou non sujettes à l'appel, obligations ou débentures ou autres valeurs ou garanties de la compagnie, ou échanger les actions des détenteurs actuels pour des actions reçues d'une compagnie acquéreure;

7. Louer, vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telle considération ou à tels termes ou conditions que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie;

8. Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement toute personne, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation de contrats par toute telle personne, compagnie ou corporation;

9. Acquérir, détenir, vendre, bâtir, hypothéquer, échanger, loyer, transférer des immeubles requis pour l'exercice du commerce de la compagnie, et établir, construire et modifier toute machinerie, outillage, matériel, entrepôts, salles de vente et d'échantillons que la compagnie jugera nécessaires ou convenables à l'exercice de son commerce;

10. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, et faire toutes telles choses que la compagnie croira incidentes ou de nature à réaliser les objets susdits, sous le nom de "Abitibi Electric Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
2711—o Sous-secrétaire de la Province.

any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

5. To carry on any other trade or business which can, in the opinion of the directors of the company, be advantageously carried on in connection with or as auxiliary to the business of the company;

6. To join, consolidate or amalgamate with any person, society, company or corporation carrying on a smilar business, to pay or receive the price agreed upon in cash or in paid-up and non-assessable shares, bonds, or debentures or other securities or guarantees of the company, or to exchange shares of the present holders for shares received from a purchasing company;

7. To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

8. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or otherwise any person, company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such person, company or corporation;

9. To acquire, hold, sell, build, hypothecate, exchange, lease, transfer, immovables required for the exercise of the business of the company, and to establish, construct and alter any machinery, equipment, material, warehouse, sales rooms, sample rooms, which the company may deem necessary or convenient for the exercise of its business;

10. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as the company may think are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Abitibi Electric Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2712 Under Secretary of the Province.

"Bernard Garment Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes, en date du septième jour de mai 1938, constituant en corporation: Abraham M. Klein, et Max J. Garmaise, avocats, et Nathan Gaisin, vendeur, tous de Rouyn, Qué., dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à vendre en gros et en détail, ou soit les deux, des vêtements prêts à porter, faits à la mode et faits sur mesure, de toute description pour les hommes, femmes et enfants, ou pour l'un quelconque d'iceux, bottines, souliers et chaussures, modes,

"Bernard Garment Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventh day of May, 1938, incorporating: Abraham M. Klein, and Max J. Garmaise, advocates, and Nathan Gaisin, salesman, all of Rouyn, Que., for the following purposes:

To carry on the business of selling wholesale and retail, or either, ready-to-wear, custom made and made-to-measure clothing of all descriptions for men, women and children, or any of them, boots and shoes, and footwear, millinery, furs, provisions, prospectors' supplies, mining equip-

fourrures, provisions, accessoires de prospecteurs, outillage minier, machineries et généralement tous articles qui peuvent être vendus dans un magasin à rayons;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de laine, cuir, coton, tissus de coton, lainages, soies, toiles, marchandises sèches et vêtements de toutes sortes;

Manufacturer ou passer des contrats pour la fabrication des articles susmentionnés;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des franchises, propriétés, droits ou engagements de toutes personnes, firmes ou corporations exerçant aucune industrie que cette compagnie peut exercer ou possédant des biens convenant aux objets de cette compagnie;

Ériger et construire des édifices, usines et machineries qui seront jugés nécessaires en rapport avec ou incidents aux objets de cette compagnie;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorisations pour et en rapport avec toute invention qui pourraient être utiles à cette compagnie;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Ouvrir et exploiter des succursales, magasins, manufactures, entrepôts, magasins, agences à profit, comptoirs dans des magasin à rayons dans toutes sortes d'endroits où le commerce d'une compagnie peut être exercé;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie pour la considération et moyennant les termes et conditions que la compagnie croira convenables, et accepter des deniers, actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie en paiement intégral ou partiel d'iceux;

Acquérir toutes actions de toute compagnie exerçant aucune industrie semblable ou incidente à ce qui précède et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel du capital d'icelle;

Gager, nantir, vendre ou aliéner les terrains usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Conclure des conventions ou arrangements au sujet du partage des profits, les risques communs avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et garantir les contrats de telle personne, firme ou corporation soit avec ou sans garanties et prêter des deniers à ou autrement aider toute personne, firme ou corporation moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Se fusionner avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

ment, machinery and generally such articles as may be sold in a department store;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with, wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort;

To manufacture or contract for the manufacture of the above mentioned articles;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchise property, rights or liabilities of any persons, firms or corporations carrying on any business which this company may carry on, or possessed of any property suitable for the purpose of this company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental with the purposes of this company;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for and in respect of any inventions which may be useful to this company;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To open and operate branches, branch stores, manufacturies warehouses, stores, profit agencies, counters in departmental stores in all kinds of places where the business of a company may be carried out;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash shares, bonds or securities of any other company in payment or part payment thereof;

To acquire any shares in any Company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment for the principals thereto;

To mortgage, pledge, sell or dispose of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To enter into any arrangement or agreement for the sharing of profits, joint adventure with any person, firm or company carrying on or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the contracts of such person, firm or corporation either with or without securities and lend monies to or otherwise assist any person, firm or corporation upon such terms and conditions as this company shall see fit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required for such securities and in such a manner as may from time to time, be determined;

To amalgamate with an individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or any part similar to those of this company, on such conditions and terms as may be deemed advisable;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Tirer, faire, accepter, endosser, et exécuter des billets promissoires, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Emprunter des deniers de toute banque, personne, firme ou corporation et donner pour les dits prêts des hypothèques ou toutes autres garanties qui seront jugées convenables;

Prendre en garantie de toute dette de la compagnie des gages et hypothèques sur les propriétés des débiteurs de la compagnie;

Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seule ou autrement conjointement avec d'autres;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront pas limités par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Bernard Garment Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
2713 Sous-secrétaire de la Province.

To draw, make, accept, indorse and exact promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money from any bank, person, firm or corporation and to give for such loans hypothecs or any other securities as it may be deemed fit;

To take as security for any dept of the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To do all or any of the above things as principal or agents or contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and this alone or otherwise in conjunction with others;

Any power granted in any paragraph hereof not to be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Bernard Garment Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2714-o Under Secretary of the Province.

"Business Publishers Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai, 1938, constituant en corporation: Ezra Leithman, Henry L. Silverstone, et Maxwell A. Schwartz, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer généralement les opérations de publicistes, libraires, photographes, agents de publicité graveurs, imprimeurs et de publicité dans toutes leurs spécialités, et toutes ou chacune des opérations d'imprimeurs;

2. Solliciter, obtenir, préparer, composer, dessiner, imprimer, publier, émettre et distribuer des annonces et conduire, exercer et entretenir un commerce général de publicité et faire tous les genres et sortes de travaux y incidents;

3. Exercer un commerce d'agence et de promotion en rapport avec la publicite de différentes sortes;

4. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleraient susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer

"Business Publishers Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1938, incorporating: Ezra Leithman, Henry L. Silvertone, and Maxwell A. Schwartz, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on generally the business of publishers, booksellers, photographers, advertising agents, engraving, printing and publishing in all its branches and all or any of the business of printers;

2. To solicit, obtain, prepare, compose, design, print, publish, issue and distribute advertisements and to conduct, carry on and maintain a general advertising business and to do all branches and kinds of work incidental thereto;

3. To carry on a general promotion and agency business in connection with advertising of all kinds;

4. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any

ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dant le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

9. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

10. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

11. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

12. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et employer les actions, obligations et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

13. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étrangers et désigner les personnes, conformément aux lois du dit pays étranger, pour représenter cette compagnie, et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

14. Prélever et contribuer à prélever les deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

15. Prendre les moyens juges nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

16. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

17. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Business Publishers Ltd.", avec un capital total de un mille dol-

business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

9. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

10. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

11. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

12. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

13. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

14. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

15. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Business Publishers Ltd.", with a total capital stock of one thousand

lars ($1,000.00), divisé en quarante (40) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2715 Sous-secrétaire de la Province.

dollars ($1,000.00), divided into forty (40) shares of twenty-five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2716-o Under Secretary of the Province.

"Club de Courses de Shawinigan Falls Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1938, constituant en corporation: Joseph Drolet, marchand de meubles, Albert Gigaire, industriel, Rosarion Laliberté, marchand, et Joseph-Henri Lord, rentier, tous de la cité de Shawinigan Falls, et J.-Wellie Cloutier, hôtelier, de la ville de St-Tite, dans les buts suivants:

Organiser, promouvoir, opérer et tenir des courses de chevaux, d'automobiles, d'hommes ou d'autre nature, ainsi que tous autres concours sportifs, athlétiques, récréatifs ou autres permis par la loi; offrir et payer des prix aux vainqueurs, percevoir des droits d'admission des spectateurs et généralement faire les affaires des personnes ou associations qui organisent des courses ou autres concours et amusements sportifs et athlétiques;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir, employer, gérer, louer, transférer, vendre, échanger, disposer et trafiquer de toutes sortes de propriétés immobilières ou mobilières, franchises, permis ou concessions propres aux fins de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou corporation faisant un commerce ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation de faire ou d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Faire avec tout gouvernement, municipalité, corporation ou personne des conventions d'union, coopération, amalgamation, concessions mutuelles ou tout autre traité ou marché ayant pour but ou l'effet de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise ou les biens de la compagnie, en tout ou en partie, pour la compensation que la compagnie jurera à propos d'accepter, en particulier pour les actions, bons, débentures, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie, corporation ou personne avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par ces compagnies, corporations ou personnes, ou par aucune d'elles;

Emettre des actions acquittées, bons, obligations, actions-débentures ou autres garanties ou valeurs en paiement du prix d'acquisition de tous biens, immeubles ou meubles, ainsi que de tous

"Club de Courses de Shawinigan Falls Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1938, incorporating: Joseph Drolet, furniture dealer, Albert Gigaire, manufacturer, Rosarion Laliberté, merchant, and Joseph Henri Lord, annuitant, all of the City of Shawinigan Falls, and J. Wellie Cloutier, hotel-keeper, of the Town of St-Tite, for the following purposes:

To organize, promote, operate and hold races, whether horse, motor or man races or others, and also any other sportive, athletic, rerceative or other contests allowed by law; to award or pay prizes to the winners, to collect admission fees from the spectators, and to carry on business generally as persons or associations engaged in the promoting of races or other sportive or athletic contests and amusements;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold, use, manage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in all kinds of immoveable and moveable properties, franchises, licenses or concessions suitable for the purposes of the company;

To acquire or undertake the whole or any part whatsoever of the business, industry, assets and liabilities of any person or corporation carrying on a business or engaged in an industry which the company is authorized to carry on or engage in, or possessed of properties suitable for the purposes of the present company;

To enter into arrangements with any government, municipality, corporation or person for union of interests, co-operation, amalgamation, reciprocal concessions or any other contract or agreement having for its objects or purpose the promotion of the interests of the company;

To sell or assign the undertaking or the properties of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit to accept, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such securities and in such manner as the company may, from time to time, determine;

To raise and assist in raising money, and to aid by way of bonus, loans, promises, endorsements, guarantees of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company, corporation or person with which or with whom the company may have business dealings and to guarantee the performance of contracts by such companies, corporations or persons, or by any one thereof;

To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities or stock in payment of the purchase price of any property, immovable or movable, as well as any other

autres droits, franchises, concessions, entreprises, privilèges, licenses ou permis que la compagnie peut légalement acquérir;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou des obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations; et avec le consentement des actionnaires de la compagnie, émettre pour la totalité ou partie de telle rémunération des actions acquittées, ou des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire, tirer, accepter, endosser, émettre et généralement exécuter, payer ou encaisser des billets à ordre, lettres de change, bons, garanties sous la Loi des banques et tous autres effets négociables;

Prélever des fonds, obtenir du crédit, emprunter et comme garantie de tous tels emprunts hypothéquer, donner en gage ou autrement grever et engager les biens meubles ou immeubles de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, comme dividendes légalement déclarés, ou de la manière prévue à l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts Refondus, 1925, Chap. 223) tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations ou valeurs de toutes compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut soit seule ou conjointement avec d'autres, ou en qualité de principaux, agents, facteurs ou autrement, et généralement faire toutes transactions, mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, et toutes choses qui se rapportent aux objets susmentionnés:—les pouvoirs d'aucun paragraphe ne devant pas être limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Club de Courses de Shawinigan Falls Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars ($19,900.00), divisé en trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,

2717—o Sous-secrétaire de la Province.

rights, franchises, concessions, untertakings, privileges, licenses or permits which the company may lawfully acquire;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares of the capital-stock of the company, or debenture-stock, debentures or other securities of the company or in or about the formation or the promotion of the company or the conduct of its business; and with the consent of the shareholders of the company, to issue for the whole or part of such remuneration paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To make, draw, accept, endorse, issue and generally execute, pay or cash promissory notes, bills of exchange, bonds, securities, under the Bank Act and any other negotiable instruments;

To raise funds, obtain credit, borrow and as security for such credits or loans, to hypothecate, pledge or otherwise mortgage and charge the moveable and immovable properties of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in specie, as dividends, legally declared, or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act (Revised Statutes, 1925, Chap. 223) any assets of the company, and in particular, any shares, bonds or securities of any other companies, belonging to the company or which it may have power to dispose of;

To do all or any of the things enumerated above either alone or in conjuction with others, or as principals, agents, factors or otherwise; and generally to undertake any transactions, movable, or immovable, real or personal, and anything connected with the aforesaid objets; the powers of each paragraph are not to be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Club de Courses de Shawinigan Falls Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into three hundred and ninety eight (398) shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2718 Under Secretary of the Province.

"Fields 5c—$1.00 Stores Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1938, constituant en corporation: George Feldman, Abram Basboim, et Sam Bockler, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de tissus de laine et de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de marchandises sèches en général;

"Fields 5c—$1.00 Stores Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1938, incorporating: George Feldman, Abram Basboim and Sam Bockler, merchants, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, wollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of general dry goods;

2. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. Faire aucune convention relative à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie:

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Fields 5c—$1.00 Stores Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2719

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of ladings, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Fields 5c—$1.00 Stores Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2720—o

"Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai, 1938, constituant en corporation Jules Hone, organisateur de voyages, de Montréal, Charles-Ernest Holmes, publicitect, de Pointe-aux-Trembles, Montréal, Alexandre Lacoste, Conseil en Loi du Roi, de Westmount, Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'hôtel, restaurant, club, club de sport, cabaret, taverne, salles de rafraîchissements, tenancier de maison de pension et la promotion du tourisme en général, épicier licencié, marchand de vin, bière et spiritueux, importateur et manufacturier d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs, victuailleur, pourvoyeur pour des lieux de divertissements publics en général, propriétaires de voiture, fiacre et véhicules, louageur, fermier, laitier, marchand de glace, importateur et courtier en marchandises bétail vivant et abattu, et produits domestiques et étrangers de toute description, coiffeur, marchand de parfums, chimiste, propriétaire de clubs, bains, salles de toilette, buanderie, salles de lecture et d'écriture, dépôts de journaux, kiosques de souvenirs et curiosités, bibliothèques, terrains et lieux de divertissements, d'amusements, de sport, de récréation et d'enseignement de toutes sortes, marchand de tabac et cigares, agent de chemins de fer, de compagnies de navigation et voiturier, agent de voyage, propriétaire de théâtre, agent de location, entrepreneurs et agents généraux et exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que ce qui précède;

2. Construire, ériger, acheter, louer, posséder, aménager, entretenir et exploiter, vendre, fournir, échanger ou autrement aliéner des hôtels, clubs, restaurants, bars, cafés, salles de rafraîchissements, cabines, maisons de club, piscines, terrains de tennis et de golf, salles de danse, chalets pour jeux intérieurs, parcs, terrains de balle, abris de toutes sortes pour bateaux, automobiles, chevaux et véhicules pour l'usage et l'accommodation des hôtes, membres et du public en général qui désirent prendre avantage de ces accommodations, routes, ponts et autres moyens de communication, maisons, moulins, usines, magasins et autres édifices et travaux, tous moyens de transport et de communication qui peuvent être nécessaires ou utiles pour le développement ou l'exploitation des terrains ou autres propriétés de la compagnie;

3. Organiser et entretenir et prendre tous les moyens nécessaires pour organiser et entretenir et administrer des tournois, concours, exhibitions pour produire différentes démonstrations et autres jeux ou divertissements pour le public en général, pour les hôtes ou membres des dits hôtels, clubs, et autres personnes intéressées par les objets de la compagnie;

4. En rapport avec les fins de la compagnie et dans le but de rendre profitable ou d'accroître directement ou indirectement la valeur des opérations de la compagnie, s'unir, souscrire ou s'affilier autrement avec toute association, organisation, union de cette province, du Canada, des Etats-Unis et autres pays du monde qui pourrait aider, promouvoir, faciliter ou de toute autre manière être profitable à cette compagnie;

5. Etablir ou supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, caisses ou sociétés devant bénéficier aux employés ou ex-

"Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1938, incorporating: Jules Hone, travel counsellor, of Montreal, Charles Ernest Holmes, publicitect, of Pointe-aux-Trembles, Montreal, Alexandre Lacoste, King's Counsel, of Westmount, Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of hotel, restaurant, club, sport club, cabaret, tavern, refreshment booth, lodging house keepers, and general tourist promotion, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial water and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, farmers, milkmen, ice dealers, importers of and brokers in merchandise, live and killed stock, and domestic and foreign produce of every description, hairdressers, perfumers, chemists, owners of clubs, baths, dressing-rooms, laundries, reading and writing rooms, newspaper stands, souvenir and curiosity kioskes, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sports, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigar dealers, agents for railways, navigation companies and carriers, travelling agents, theatre and box office owners, general contractors and agents and to carry on any other business capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing;

2. To construct, build, purchase, lease, own, equip, maintain and operate, sell, supply, exchange or otherwise dispose of hotels, clubs, restaurants, bars, cafes, refreshment rooms, cabins, club houses, swimming pools, tennis courts and golf courses, dancing halls, lodges for in-door games, parks, ball grounds, shelters of all kinds for boats, automobiles, horses and vehicles for the use and conveniences of the guests, members and the public in general who wish to take advantage of these accommodations, roads, bridges and other means of communication, houses, mills, factories, stores and other buildings and works, any means of transportation and of communication which may be necessary or useful for the development or operation of the lands or other properties of the company;

3. To organize and maintain and to take all necessary measures and means to organize and maintain and manage tournaments, competitions, exhibitions to produce various spectacles and other games or amusements for the public in general, for the guests or members of such hotels, clubs and other people reached by the purposes of the Company;

4. In connection with the purpose of the Company and for the purpose, directly or indirectly, of rendering profitable or enhancing the value of the company's business, to join, subscribe and otherwise affiliate itself with any association organization, union of this province, in Canada, United-States and other countries in the world that will help, promote, to advantage or in any other way be profitable to this Company;

5. To establish or support or aid in the establishment and support of associations, funds, or society calculated to benefit the employees or

employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en toutes opérations ou fonctions de ces dites personnes et leur accorder ou à l'un quelconque d'icelles des pensions ou allocations;

6. Demander, former, acheter ou autrement acquérir tous brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou inventions ainsi acquis;

7. Acheter et autrement acquérir et détenir les actions du capital-actions de toute autre corporation, les dits pouvoirs devant être exercés par les directeurs seulement;

8. Emettre toutes conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et faire des avances de deniers ou garantir les contrats ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre;

9. Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou une partie du commerce de toute compagnie, firme ou personne exerçant aucune industrie semblable à l'industrie de la compagnie, avec ensemble la totalité ou une partie des machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de la dite industrie et assumer la totalité ou une partie des engagements de toute telle industrie et les payer en tout ou en partie en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou en deniers, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs;

10. Se fusionner avec ou se charger comme entreprise en exploitation ou autrement de toute compagnie ou industrie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie et moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables;

11. Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie pour des deniers comptants, parts, obligations, débentures, valeurs ou actions de toute autre compagnie;

12. Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger ou autrement aliéner les parts, obligations, débentures, valeurs ou actions de ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à cette compagnie;

13. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations, débentures au autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes qui seront jugés convenables;

14. Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les propriétés mobilières de la compagnie ou donner les deux sortes de garanties pour garantir le paiement des obligations, débentures ou autres valeurs ou pour tous prêts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

15. Prêter des deniers sur hypothèque ou autrement aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par touet telle personne;

ex-employees of the Company or its predecessors in any business or functions of such persons and to grant them or any of them pensions or allowances;

6. To apply, form, purchase or otherwise acquire any patents, trade-marks, license, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use of any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this Company and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property rights or invention so acquired;

7. To purchase and otherwise acquire and hold shares in the capital stock of any other corporation, such power to be exercised by the directors alone;

8. To issue any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person, firm or Company carrying on or about to carry on any business this Company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to advance monies to or guarantee contracts of or otherwise assist any such person or company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold, resell the same;

9. To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part, the business of any Company, firm or person carrying on any business similar to the business company, together with or part; machinery stock-in-trade, good-will of and assets generally of such business and to assume in all or in part, liabilities of any such business and to pay for the same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the Company, or in cash bonds, debentures, mortgages or other securities;

10. To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise any Company or business having objects altogether or in part similar to those of the Company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

11. To sell, lease or otherwise, dispose the whole or any part of the company's business and undertaking for cash or for the stock bonds, debentures, securities or shares of any other company;

12. To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise, dispose of the stock, bonds, debentures, securities or share of or in any Company carrying on business with objects similar to this Company;

13. To borrow upon the credit of the company, issue bonds, debentures, or other securities of the company and to give the same as security or sell the same for such prices and sums which may be deemed advisable;

14. To mortgage or give as security the immovables, or give as security the movable properties of the company, or give both kinds of guarantees to secure payment of bonds, debentures, or other securities, or for any loans of money made for the purposes of the Company;

15. To lend money on hypothec or otherwise, to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

16. Emprunter, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettres des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle des affaires et opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles cette compagnie peut être autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

18. Emettre et répartir comme entièrement ou partiellement libérées les actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toute industrie, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations, débentures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes ou de tous services rendus ou qui seront rendus à la compagnie;

19. Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger ou état et y désigner les personnes conformément aux lois de la dite province, du dit pays ou état pour représenter la compagnie et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de tout procès ou poursuite;

20. Faire tous les actes, exécuter tous les pouvoirs et exercer toute industrie incidente à l'exécution des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

21. Les objets et pouvoirs des paragraphes précédents seront interprétés de manière à étendre et non à limiter les pouvoirs généralement conférés par les lois de la province de Québec;

Les objets, pouvoirs ou fins précités de la compagnie seront considérés distincts et indépendants les uns des autres et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des dits objets pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, sous le nom de "Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated," avec un capital total de cent mille dollars ($100,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) et huit cents (800) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune;

Ces dernières sont par les présentes dénommées et sont crées actions privilégiées et elles seront émises par les directeurs de la compagnie de la manière qu'ils pourront déterminer et les personnes en faveur desquelles elles sont respectivement émises et tous porteurs subséquents d'icelles auront droit de recevoir les dividendes et détiendront les dites actions moyennant les termes et conditions et avec les droits, privilèges, préférences et restrictions suivantes:

a) Les actions privilégiées auront droit de recevoir à même le surplus des profits, des dividendes cumulatifs au taux de six pour cent (6%) par année et payable annuellement le premier jour de février de chaque année aux porteurs enregistrés le quinzième jour du mois précédent avant qu'aucun dividende ne soit payé aux actions ordinaires; et si et lorsque les dividendes auront été payés à même le surplus des profits sur les actions ordinaires au taux de six pour cent (6%) les dites actions privilégiées auront droit dans la suite de participer également action pour action dans tous les revenus nets, profits ou surplus distribués comme dividendes additionnels avec les actionnaires d'actions ordinaires;

16. To borrow, draw, make, accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To take part in the management, supervision and control of the affaires and operations of any undertaking, the shares or securities of which are held by the company, or in which this company may be otherwise interested and for such purpose, to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents;

18. To issue and allot as fully or partly paid up shares of the Company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted or of any services rendered or to be rendered to the Company;

19. To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behald of any process or suit;

20. To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the Company is incorporated;

21. The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

The aforesaid objects, powers or purposes of the Company shall be considered as distinct and independent from each other and the Company may pursue the attainment of any or many of the said objects, powers or purposes, abstraction made of the others, under the name of "Hotel Ausable Chasm and Country Club Incorporated", with a total capital stock of one hundred thousand dollars ($100,000.00) divided into two hundred (200) shares of par value of one hundred dollars ($100.00) each, common stock and eight hundred (800) shares of preferred stock of one hundred dollars ($100.00) each;

The latter is hereby entitled to be and is created preference stock and the same shall be issued by the directors of the Company as they may determine and the persons to whom the same shall respectively issue and any subsequent holders thereof shall be entitled to receive the dividends and shall hold the said shares upon the term and conditions and with the rights, privileges and preferences and restrictions thereof following:

a) The preferred stock to be entitled to receive out of surplus profits, dividends cumulative at the rate of six per cent (6%) per annum and payable annually on the 1st day of February in each year to holders of record on the 15th day of the preceding month before any dividends shall be paid on the common stock; and if and when dividends shall be paid out of surplus profits on the common stock at the rate of six per cent (6%) the said preferred stock shall thereafter be entitled to participate equally share for share in all not income, profits, or surplus distributed as additional dividends with the common stockholders;

b) Les dites actions privilégiées, cependant, n'auront pas droit de voter pour l'élection des directeurs ou pour toutes autres fins, ou de recevoir avis d'aucune assemblée des actionnaires aussi longtemps que la compagnie ne sera pas en défaut dans le paiement des dividendes, à moins que la compagnie ait été en défaut dans le paiement des dividendes sur les dites actions privilégiées pour une période de trois (3) ans, mais dans ce cas les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir avis des assemblées et auront le droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie, chaque actionnaire d'action privilégiées ayant droit à un vote pour chaque action privilégiée détenue;

c) Les dites actions privilégiées, cependant, seront rachetables en tout ou en partie en aucun temps par la compagnie de la manière qui pourra être déterminée par les directeurs, mais à pas moins de cent cinq dollars ($105.00) par action, avec en plus les dividendes courus sur icelles, sur un avis de trente (30) jours donné aux porteurs des dites actions par lettres recommandée; et si la totalité du capital-actions en cours n'était pas ainsi racheté, les actions rachetables seront choisies par tirage au sort de la manière qui sera déterminée par les directeurs de la compagnie;

d) Dans le cas de liquidation de la compagnie, les dites actions privilégiées auront un droit de priorité dans la distribution de ses biens nets.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2721 Sous-secrétaire de la Province.

b) Said preferred stock, however, shall not be entitled to vote for the election of directors or for any other purpose, or to receive notice of any meeting of shareholders so long as the company shall not be in default in payment of dividends, unless the company, shall remain in default in payment of the dividends on the said preferred shares for a period of three (3) years, but in that event the holders of said preferred shares shall be entitled to receive notice of meetings and shall have the right to vote at all meetings of shareholders of the company, every shareholder of preference shares being entitled to one vote for each preference share held;

c) Said preference stock, however, shall be redeemable in whole or in part at any time by the company in such manner as may be determined by the directors, but at not less than one hundred and five dollars ($105.00) per share, plus the accrued dividends thereon on thirty (30) days notice being given to the holders of the said shares by registered letter; and should not the entire outstanding capital stock be thus redeemed, the shares redeemable thereof shall be drawn by lot in a manner to be determined by the directors of the company;

d) In case of liquidation of the company, such preferred stock shall be entitled to preference in the distribution of its net assets.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2722-o Under Secretary of the Province.

"International Crystal Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai, 1938, constituant en corporation: Marguerite Déziel, Annette Lafleur et Madeleine Forest, toutes trois filles majeures, secrétaires, et toutes de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits miniers et ou permis et tout intérêt en iceux et y faire des recherches et explorations, les travailler, exercer, développer et les faire valoir;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acheter, vendre, manufacturer et négocier des minéraux, usines, machinerie, outillages, commodités, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières, ou requis par les ouvriers et les autres employés de la compagnie;

4. Pour les fins de la compagnie;

(*a*) Faire aucun contrat relativement à des limites à bois, permis forestiers et droits de coupe, et couper, rendre propre au marché, manipuler, manufacturer, négocier, et faire des contrats relativement au bois de charpente et bois de construction, de toutes sortes, et tous leurs produits;

"International Crystal Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1938, incorporating: Marguerite Déziel, Annette Lafleur and Madeleine Forest, all three spinsters, secretaries, and all of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, take on lease, or otherwise acquire and to alienate, any mines, mining lands, minerals, mining rights, and or licenses, and any interest therein, and to prospect for, explore, work, exercise, develop, and turn to account the same;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stone may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed, or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

3. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the Company;

4. For the purposes of the company:

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses and timber rights, and to cut, render merchantable, handle, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds, and all products thereof;

(*b*) Acquérir, louer, faire des contrats, améliorer, maintenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et négocier des résidences, maisons de logements et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, négocier ou passer des contrats relativement à des embranchements de chemins de fer, voies d'évitement, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais et facilités de quaiage, docks, moyens de transport, usines, entrepôt et outillages de remorquage, renflouage, et sauvetage ou intérêts en iceux, les dits embranchements et voies d'évitement de chemins de fer devant être construits et ou mis en opération sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle; et pour la seule fin de son commerce ou son négoce;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, bâtir, entretenir et exploiter, sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle, des lignes télégraphiques et téléphoniques, embarcadères, barrages, écluses, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres pouvoirs, aqueducs, routes, usines, édifices, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles à ses opérations;

5. Exercer toutes autres industries qui sembleront à la compagnie susceptible d'être convenablement exercées en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie et vendre, transférer, soit absolument ou en fiducie, revendre avec ou sans garantie les dites actions ou les négocier autrement;

7. Prendre part à l'administration, la surveillance et le contrôle des affaires ou opérations de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

9. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements ainsi acquis;

10. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell, let, and deal in dwelling houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase, or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse, and towing, wrecking, and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and/or operated upon the property of the company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain, and exploit upon the property of the company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company and to sell, transfer, either absolutely or in trust, resell, with or without guarantee the said shares or otherwise deal with the same;

7. To take part in the management, supervision, and control of the business or operations or any undertaking, shares or securities which are held by the Company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

9. To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable or being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

10. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to sell, hold,

autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

11. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

13. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires, ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, société, firme ou personne;

16. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

17. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou pour ou concernant son industrie ou ses affaires;

18. Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, les actions du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchises, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, débentures, obligations, ou biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie;

19. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par telle personne ou telles personnes;

20. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

11. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

12. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in trade;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges, and expenses thereof;

15. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

16. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

17. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any or the shares in the company's capital stock or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in or about its business and affairs;

18. To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders, and any services rendered or to be rendered to it;

19. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énoncés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

22. Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débentures ou autre valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie; la dite distribution devra être faite soit par dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec;

23. Établir, supporter ou aider à l'établissement et support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou anciens employés de la compagnie, (ou ses prédécesseurs en affaires), ou les personnes à charge ou les parents de tels employés, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition, ou autre objets d'utilité publique ou générale;

24. Faire, tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négotiables ou transférables;

25. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie considèrera comme préliminaires;

26. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et s'opposer à toutes procédures ou requêtes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

27. Exercer tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

28. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

29. La compagnie aura le pouvoir, en ce qui concerne les actions entièrement libérées de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants) conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des compagnies de Québec;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie pourra tenir les assemblées de ses actionnaires, excepté les assemblées annuelles et les assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et pourra tenir les assemblées de ses directeurs, à tout endroit autre qu'au bureau principal, soit dans ou en dehors de la province de Québec, sous le nom de "International Crystal Limited".

Le captail autorisé de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et le montant du capital actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars ($20,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

21. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

22. To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

23. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, intsitutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

24. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

25. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

26. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

27. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

28. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

29. The company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act;

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the Head-Office, either within or without the Province of Quebec, under the name of "International Crystal Limited".

The authorized capital stock of the Company is divided into four thousand (4,000), shares having no nominal or par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars ($20,000.00).

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mai, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2723

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2724—o

"Jos. Côté Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1938, constituant en corporation Joseph Côté, manufacturier, Odilon Plante, cultivateur, et Ernest Veilleux, rentier, tous de St-Ephrem de Beauce, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre et faire le commerce de toutes machines, machineries, outils et instruments quelconques pouvant servir à la fabrication du sucre ou du sirop d'érable ou de tous leurs sous-produits;

2. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre et faire le commerce de toutes machines, machineries, outils ou instruments pouvant servir pour la culture de la terre, de l'industrie laitière et de l'agriculture en général;

3. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre et faire le commerce de toutes machines, machineries, outils ou instruments quelconques, pouvant servir à la fabricatoin du beurre et du fromage ou de leurs sous-produits;

4. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre et faire le commerce de tous articles de ferblanterie et plomberie, quincaillerie, de fournitures électriques, de matériaux de constructions, faire les ouvrages de ferblanterie, de plomberie, de constructions, et de posage de système électrique sous toutes ses formes;

5. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Exercer l'industrie de fondeurs en cuivre, en fonte et en fer, manufacturiers et marchands de cuivre, laiton, zinc, fer et autres métaux, et de machinistes et forgerons;

7. Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer, et en général faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

9. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, utiliser toute invention ou secrets qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toute propriété et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaire ou convenable pour les fins de son industrie;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, et billets-lien, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

"Jos. Côté Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1938, incorporating: Joseph Côté, manufacturer, Odilon Plante, farmer, and Ernest Veilleux, annuitant, all of St-Ephrem de Beauce, for the following purposes:

1. To manufacture, purchase or otherwise acquire, sell and deal in any machines, machinery, tools and instruments whatsoever capable of being used in the manufacturing of maple sugar and maple syrup or any of the by-products thereof;

2. To manufacture, purchase or otherwise acquire, sell and deal in any machines, machinery, tools or implements capable of being used for land cultivation, dairy industry and agriculture in general;

3. To manufacture, purchase or otherwise acquire, sell and deal in any machines, machinery, tools or instruments capable of being used in the manufacturing of butter and cheese or the by-products thereof;

4. To manufacture, purchase or otherwise acquire, sell and deal in tinware, plumbers' supplies, hardware, electric supplies, building materials; to carry on works in tinning, plumbing, building and the installing of electrical systems of every kind;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To carry on business as brass, cast iron founders, manufacturers of and dealers in brass, copper, zinc, iron and other metals, and as machinists and smiths;

7. To purchase or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of and deal generally in and with immoveable property;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the buisness, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

9. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, use any secret or any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory and lien notes, bills of exchange, bills of lading, warrant and other negotiable or transferable instruments;

12. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement aliéner et disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

13. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

14. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

15. Placer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

16. Faire tous autres choses, qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

17. Les actionnaires qui voudront vendre, donner ou transporter de n'importe quelle manière leurs actions dans la dite compagnie en tout ou en partie, seront obligés de les offrir au autres actionnaires de la compagnie, qui auront le droit de les acquérir (au même prix qu'un autre acheteur sérieux) au prorata de leurs actions dans la dite compagnie; les actionnaires qui désireront les acquérir, ayant le droit d'acquérir la portion de ceux qui ne le désireront pas, sous le nom de "Jos. Côté Incorporée," avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents dollars ($49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Ephrem, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
2725-o Sous-secrétaire de la Province.

12. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

13. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment of any other debt, contract or obligations of the company;

14. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

15. To invest the money of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

16. To do all such other things as are incidental or condusive to the attainment of the above objects;

17. Shareholders desiring to sell, give or transfer, in any manner whatsoever, their shares in the said company, whether in whole or in part, shall be bound to offer them to the other shareholders of the company who shall be entitled to acquire the same (at the same price as any *bona fide* purchaser) in proportion to their shares in the said company; the shareholders desiring to acquire such shares being entitled to acquire the part of said shares which the others do not wish to acquire, under the name of "Jos. Côté Incorporée", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars—($49,500.00) divided into four hundred and ninety-five (495) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at St-Ephrem, in the District of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2726 Under Secretary of the Province.

"La Société des Enchères Baillargeon Incorporée" "The Baillargeon Auction Society Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1938, constituant en corporation: Lucien Lapierre, expéditeur, Guy Baillargeon, comptable, et Adrien Baillargeon, gérant de trafic, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Art. 1. Exercer l'industrie d'encanteurs publics et privés, prêteurs sur gage et prêteurs sur marchandises, exercer l'industrie d'entreposeurs publics et privés, ouvrir, établir et maintenir des magasins, des entrepôts, et faire le commerce de marchandises, meubles et effets de toute catégorie et description par encans publics ou privés et autrement dont font le commerce les encanteurs;

Art. 2. Acheter, vendre, fabriquer, louer, sous-louer, échanger ou autrement trafiquer des marchandises, meubles et effets de toute catégorie et description dont font le commerce les encanteurs;

Art. 3. Émettre des reçus d'entrepôts et connaissements, accepter en garantie des connaissements, reçus d'entrepôt, des billets promissoires et tout autre effet commercial quelconque, des marchandises, et des meubles, accepter égale-

"La Société des Enchères Baillargeon Incorporée" "The Baillargeon Auction Society Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1938, incorporating: Lucien Lapierre, forwarder, Guy Baillargeon, accountant, and Adrien Baillargeon, traffic manager, all of the city and district of Montreal, or the following purposes:

Art. 1. To carry on the industry of public and private auctioneers, pawnbrokers and lenders on merchandise, to carry on the industry of public and private warehousers, open, establish and maintain stores, warehouses, and deal in merchandise, furniture and effects of all classes and description by public or private auctions and otherwise dealt in by auctioneers;

Art. 2. To purchase, sell, manufacture, lease, sub-let, exchange or otherwise deal in merchandise, furniture and effects of every class and description dealt in by auctioneers;

Art. 3. To issue warehouse receipts and bills of lading, to accept as security, bills of lading, warehouse receipts, promissory notes and any other commercial instrument whatsoever, merchandise, and furniture, to accept also mer-

ment des marchandises et des meubles en approbation ou autrement, passer, signer, exécuter avec toute personne ou compagnie des contrats et baux de toute sorte et description pour l'achat, la vente et l'échange de marchandises, meubles et effets;

Art. 4. Négocier des prêts avec toute personne ou compagnie en affaires avec la compagnie, se porter garant de l'exécution de tout contrat, garant ou non, ainsi que de toute autre obligation ou entreprise assumée par toute autre compagnie ou personne que se soit et dans laquelle obligation ou entreprise la compagnie est intéressée, et accepter en sûreté de ces avances toutes garanties proposées par telle compagnie ou personne, tels que titres, certificats, d'actions, obligations, débentures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs des dites compagnies ou affectant la propriété des dites personnes ou compagnies;

Art. 5. Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux de toute catégorie et description;

Art. 6. Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la compagnie;

Art. 7. Sans restriction à la générosité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achanlandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Art. 8. Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achanlandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partie en numéraire, en obligations, actions ou autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie;

Art. 9. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Art. 10. Acquérir, et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Art. 11. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Art. 12. Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et comme opérations

chandise and furniture on approval or otherwise, pass, sign, execute with any person or company contracts and leases of all kinds and descriptions for the purchase, sale and exchange of merchandise, furniture and effects;

Art. 4. To negotiate loans with any person or company having dealings with the company, to go security for the performance of any contract, guaranteed or otherwise, as well as for any obligation or enterprise undertaken by any other company or person whomsoever and in which obligation or enterprise the company is interested and to accept as security for such advances any guarantees proposed by such company or person, such as stock, certificates, shares, bonds, debentures, hypothecs, mortgages, privileges or other securities of the said companies or affecting the property of the said persons or companies;

Art. 5. To acquire by purchase, exchange, lease or by any other lawful title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and dispose of lands, buildings and rights therein of any class and description;

Art. 6. To build and construct on any land leased or owned by the company or in which it is in any way interested, buildings for any purposes, install and operate mills, plant, machi nes and equipment of any nature necessary or appropriate for the proper carrying on of the industry of the company;

Art. 7. Without restriction as to the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like of any person, partnership, association or corporation carrying on any industry which the company is authorized to carry on;

Art. 8. To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or goodwill of the company, to receive payment therefor in whole or in part in cash, bonds, shares or other securities of any corporation or company;

Art. 9. To apply for, purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions and the like, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right to the use of any secret or other information respecting any invention or any process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal with the said patents, licenses or concessions;

Art. 10. To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the capital stock, shares, securities or undertakings of any corporation having for any of its objects the exercise of any of the powers of the company, to assign also its undertakings or securities or unite with any such company;

Art. 11. To enter into any arrangement respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or about to carry on any business or industry capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company;

Art. 12. To promote, organize, develop, manage and assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects in whole or in part similar to those of the company, and as incidental there-

connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises, par eux et de réaliser leur réclamation;

Art. 13. Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions, débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Art. 14. Prendre ou détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits hypothèques, privilèges et charges;

Art. 15. Émettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks, et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Art. 16. Établir des agences et succursales;

Art. 17. Placer et attribuer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminées de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

Art. 18. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Art. 19. Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Art. 20. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Art. 21. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls, ou conjointement avec d'autres;

Art. 22. Les clauses susdites seront interprétées et comme objets et comme pouvoirs, de manière à étendre et non pas à limiter les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec et il est par les présentes expressément pourvu que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne servira pas à limiter ou à restreindre en aucune manière les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "La Société des Enchères Baillargeon Incorporée" "The Baillargeon Auction Society Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune ayant droit à un vote par action.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans notre Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douxième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2727-o

to, to undertake, manage, control and otherwise dispose of the business undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting the securities issued by them and realizing the claims thereof;

Art. 13. To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property, present or future, which it may possess in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is authorized by law to issue;

Art. 14. To take or hold hypothecs, privileges and charges to secure the payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of the properties of the company, of any nature whatsoever, sold by the company, or any money due to the company by purchasers, and to sell or otherwise dispose of the said hypothecs, privileges and charges;

Art. 15. To issue paid up shares, bonds, debentures, stock and other securities in whole or part payment of any real or person property, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire and in payment for services rendered, or work done, to issue also fully paid up shares, bonds, debentures, stock or other securities in payment, part payment or exchange for shares, bonds, debenture stock or other securities of any other company;

Art. 16. To establish agencies and branches;

Art. 17. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in the manner to be determined from time to time by the board of directors of the company;

Art. 18. To carry on any other industry which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

Art. 19. To construct, maintain and improve any buildings or works necessary or useful for the purposes of the company;

Art. 20. To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects or any one of the said objects;

Art. 21. To do all or any of the foregoing things as principals, commission agents or otherwise, as contractors or by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

Art. 22. The foregoing clauses shall be construed both as objects and powers, so as to extend and not limit the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, and it is hereby expressly provided that the enumeration of the preceding specific powers shall in nowise limit or restrict in any manner the powers of the company, under the name of "La Société des Enchères Baillargeon Incorporée" "The Baillargeon Auction Society Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each having a right to one vote per share.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in Our Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2728

"L. Gordon Tarlton Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai, 1938, constituant en corporation: Louis Gordon Tarlton, entrepreneur, Willard Kenneth Gregory Bell, comptable, et Dame Florence Irene Tarlton, épouse séparée de biens de Louis Gordon Tarlton en vertu d'un contrat de mariage en date du dix-neuvième jour d'août, 1929, et le dit Louis Gordon Tarlton, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux de toutes classes de constructions, de bâtiments, d'érections, des travaux d'excavation, de tunnel, de tranchées, de terrassement et de posage sans restriction tant qu'à la sorte de matériaux utilisés ou à la nature du contrat;

2. Acheter, vendre, louer, arrenter, faire le commerce et en gros et en détail, manufacturer, miner, extraire, emmagasiner, importer et exporter les matériaux, accessoires, outils, dispositifs, machineries et leurs pièces, utilisés dans les opérations d'entrepreneurs et constructeurs généraux, aussi manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce et en gros et en détail d'ameublements et accessoires pour les résidences privées et édifices publics;

3. Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, édifices, propriétés mobilières et immobilières de toute sorte, tenure ou description, et les vendre, les échanger, en faire le commerce ou les faire valoir autrement; construire, ériger, remodeler, changer, réparer et aménager des édifices de toutes sortes et les administrer et les exploiter, soit qu'ils appartiennent ou non à cette compagnie;

4. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou directement ou indirectement de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acheter, accepter, prendre, détenir, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière des parts, actions, soit ordinaires ou privilégiées, débentures, bons ou autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des

"L. Gordon Tarlton Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1938, incorporating: Louis Gordon Tarlton, contractor, Willard Kenneth Gregory Bell, accountant, and Dame Florence Irene Tarlton, wife separate as to property of Louis Gordon Tarlton under marriage contract dated August 19th 1929, and the said Louis Gordon Tarlton to authorize his wife hereto, all of the City of Outrement, District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of general builders and contractors for all classes of building, construction, erection, excavating, tunnelling, trenching, grading and laying without restriction as to kind of materials used or nature of the contract;

2. To buy, sell, let, hire, deal in both wholesale and retail, manufacture, mine, quarry, store, import and export materials, supplies, tools, equipment, machinery and parts thereof, used in the business of general builders and contractors and also to manufacture, buy, sell and deal in both wholesale and retail, furnishings and equipment for private dwellings and public buildings;

3. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings, movable and immovable property of any kind, tenure or description, and to sell, exhange, deal in, or otherwise turn the same to account; to construct, build, remodel, change, repair and finish buildings of all kinds, and to manage and operate the same whether belonging to this company or not;

4. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to this company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of this company's property or rights;

5. To purchase, accept, take, hold, sell, exchange or in any way dispose of shares, stocks either common or preferred, debentures, bonds or other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit this company;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities

propriétés et engagements ou des biens de toute compagnie, société ou individu exerçant aucune industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et émettre des actions soit entièrement libérées ou partiellement libérées ou des obligations ou les deux en paiement intégral ou partiel de leur prix d'achat;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par cette compagnie, ou dans lesquelles cette compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, agents ou experts;

9. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

10. Vendre, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce de cette compagnie à toute autre compagnie, société ou personne et accepter comme considération ou partie de la considération de la dite vente, dudit transfert, ou aliénation, les actions soit ordinaires ou privilégiées, les débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

11. Emettre, répartir ou vendre les actions entièrement libérées ou partiellement libérées du capital-actions de cette compagnie en paiement de services rendus à cette compagnie;

12. Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de cette compagnie ou de la mapière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de cette compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de cette compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de cette compagnie;

13. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec cette compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

14. Placer et employer les deniers disponibles de cette compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

15. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et avoir la jouissance, vendre, garantir la vente, et céder, échanger, transférer ou autrement aliéner ou faire le commerce d'hypothèques, gages, balances de prix garantis par privilège ou autrement, réclamations, conventions d'achat ou de vente, et obligations de toute nature et description;

16. Demander, obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir, enregistrer et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire, vendre, céder ou autrement aliéner toutes et aucune des marques de commerce, et toutes et aucune des inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus en vertu de lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir aucune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés

or assets of any company, partnership or individual carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to issue shares either fully paid up or partly paid up or bonds or both for the payment or part payment of the purchase price thereof;

8. To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any company or undertaking whose shares or securities are held by this company, or in which this company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants, agents or experts;

9. To consolidate or amalgamate with any other company, having objects similar in whole or in part to those of this company;

10. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of this company's business to any other company, partnership or person and to accept as consideration or part of the consideration for said sale, transfer or disposal, shares, either common or preferred, debentures, bonds or other securities of any other company;

11. To issue, allot or sell fully paid up or partly paid up shares of the capital stock of this company in payment of services rendered to this company;

12. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of this company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of this company among its members, or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of this company or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company, formed to take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company;

13. To lend money to customers and others having dealings with this company, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

14. To invest and deal with the moneys of this company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

15. To subscribe for, underwrite, acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to enjoy, sell, guarantee the sale of and to assign, exchange, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements, and obligations of every nature and description;

16. To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise acquire, register and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade marks, and any or all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent, or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so

et choses de même nature ou tous tels biens, droits et renseignements acquis de cette manière, et en vue de leur mise en opération et de leur développement exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que cette compagnie croira directement ou indirectement de nature à effectuer ces objets;

17. Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir du dit gouvernement ou autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

18. Agir comme agent pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce dans toute ligne ou lignes se rapportant aux opérations de cette compagnie;

19. Vendre, embellir, administrer, échanger, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et droits de cette compagnie;

20. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés mobilières ou immobilières, appartenant à cette compagnie dans le but de garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tous deniers empruntés pour les fins de cette compagnie;

21. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

22. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

23. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débentures de cette compagnie;

24. Nulles actions du capital-action de cette compagnie ne seront offertes en vente au public par un actionnaire à moins et avant que les dites actions aient d'abord été offertes aux autres actionnaires à un prix et en vertu des conditions qui seront établies par règlement et que l'offre précitée n'ait été acceptée ou que toutes les actions offertes de cette manière n'aient pas été achetées par les autres actionnaires;

25. Le nombre des actionnaires ou membres, sans compter les personnes qui sont à l'emploi de cette compagnie et les personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de cette compagnie, étaient, durant tel emploi et ont continué après la fin de cette emploi d'être actionnaires de cette compagnie, n'excèdera pas cinquante;

26. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "L. Gordon Tarlton Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Outremont, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous secrétaire de la Province

2729

acquired, and with a view to the working and development of the same to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which this company may think calculated directly or indirectly to effect these objects;

17. To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

18. To act as agent for any company, partnership or person carrying on business in any line or lines connected with the business of this company;

19. To sell, improve, manage, exchange, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of this company;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immoveable, belonging to this company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which this company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of this company;

21. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

22. To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise and, either alone or in conjunction with others;

23. No invitation shall be issued to the public to subscribe for any shares or debentures of this company;

24. No shares of the capital stock of this company shall be offered for sale to the public by a shareholder unless and until said shares have first been offered to the other shareholders at a price and under conditions to be established by by-law and the said offer has not been taken up or all of the shares so offered have not been purchased by the other shareholders;

25. The number of shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of this company and of persons who, having been formerly in the employment of this company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of this company, shall not exceed fifty;

26. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, under the name of "L. Gordon Tarlton Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Outremont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2730—o

"P. E. LaRocque Limitée" "P. E. LaRocque Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1938, constituant en corporation: Paul-Emile LaRocque, entrepreneur plombier, Santo F. Walters, constructeur, et Paul Baribault, comptable, tous de Québec, dans les buts suivants;

(*a*) Faire, entreprendre et exécuter à titre de contracteur principal, ou de sous-contracteur, tous contrats ou travaux de construction généralement exécutés par des contracteurs ou entrepreneurs généraux;

(*b*) Faire, entreprendre et exécuter tous contrats ou travaux de plomberie, d'installations électriques, d'installations de tous systèmes à gaz et de tous systèmes de chauffage ainsi que tous contrats ou travaux généralement entrepris ou exécutés par des plombiers-électriciens;

(*c*) Faire le commerce en gros ou en détail de matériaux de construction;

(*d*) Exercer tout autre commerce ou tout autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement ou être de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*e*) Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie des biens, meubles et immeubles, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats et assumer ou non les obligations et dettes de toute personne, société, firme, corporation ou compagnie et les payer totalement ou partiellement en bons, obligations, en actions entièrement libérées de la compagnie ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toute telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie, prêter de l'argent à telles personnes, sociétés, firme, corporation ou compagnie;

(*f*) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*g*) Faire le commerce d'immeubles en général;

(*h*) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*i*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, sous le nom de "P. E. LaRocque Limitée" "P. E. LaRocque Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

(*j*) Le montant avec lequel la compagnie devra commencer ses opérations est de $2,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,

2731—o Sous-secrétaire de la Province.

"P. E. LaRocque Limitée" "P. E. LaRocque Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1938, incorporating: Paul Emile LaRocque, plumbing-contractor, Santo F. Walters, builder, and Paul Baribault, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To make, undertake and perform as principal contractor, or as sub-contractor, any contracts or construction works generally executed by general builders or contractors;

(*b*) To make, undertake and perform any contracts or plumbing works, electric installations, installations for gas systems and any heating systems and also any contracts or general works undertaken or performed by plumbings and electricians;

(*c*) To deal wholesale and retail in building materials;

(*d*) To carry on any other business or industry (manufacturing or otherwise) which the company may deem capable of being conveniently carried on or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

(*e*) To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the properties, movables and immovables, business, industry, custom, properties, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts and to undertake or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company and to pay for the same wholly or partly with bonds, debentures, fully paid up shares of the company or otherwise, and also to sell, lease or otherwise dispose of the same in whole or in part, to unite or amalgamate with any such persons partnerships, firm, corporation or company, to lend money to such persons, partnerships, firm, corporation or company;

(*f*) To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*g*) To deal in real estate in general;

(*h*) To invest and deal with the available monies of the company in the manner to be determined from time to time;

(*i*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, or to pledge or sell the same for such sums and prices as may be deemed expedient, under the name of "P. E. LaRocque Limitée" "P. E. LaRocque Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

(*j*) The amount with which the company will commence its operations will be $2,000.00.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2732 Under Secretary of the Province.

"Préville (Limited)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du septième jour de mai, 1938, constituant en corporation: Emilien Brais, résidant en la cité de Longueuil, Marcel Jalbert, résidant en la cité d'Outremont, Gaston Beaudet, résidant en la cité de Montréal, tous avocats et pratiquant dans les cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Souscrire, entreprendre, acheter ou autrement acquérir soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, garantir la vente et céder, transférer ou autrement aliéner et faire le commerce d'immeubles, bons, débentures, actions-débentures, actions, obligations ou autres valeurs et titres de créance émis ou garantis par tout gouvernement, commission, corporation scolaire ou municipale, ou par toute banque, ou par toute compagnie, entreprise ou corporation d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale ou industrielle;

Acquérir toutes telles actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, ou titres de créance par souscription originaire, soumission, achat, échange ou autrement, et les souscrire, soit d'une manière conditionnelle ou autre et en garantir la souscription, et exercer et mettre en vigueur tous droits et pouvoirs conférés par ou incidents à la possession d'iceux;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle du commerce et des opérations de toute compagnie ou entreprise;

Employer des experts pour faire des enquêtes et examens sur les conditions, projets, valeurs, caractère et circonstances de toutes maisons d'affaires et entreprises et généralement de toutes propriétés ou droits;

Transiger et exercer toutes sortes d'opérations d'agences financières, et particulièrement celles se rapportant au placement de deniers, la vente de propriétés et la perception et le remboursement d'argent;

Donner toute garantie en rapport avec le paiement de toutes débentures, actions-débentures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières que la compagnie croira désirable d'obtenir, et tous terrains ou les intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou bâtiments qui peuvent être sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux, et vendre, embellir, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

Prendre ou détenir des hypothèques ou gage pour toute balance impayée du prix d'achat ou de tous terrains, édifices ou bâtiments ainsi vendus, et vendre ou autrement aliéner des dits hypothèques;

Généralement exercer le commerce de financiers, et entreprendre et exécuter des opérations et transactions financières;

Transiger toutes sortes d'opérations d'agences;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger toutes sortes de produits en général, soit comme mandant ou agent et

"Préville (Limited)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventh day of May, 1938, incorporating: Emilien Brais, residing in the City of Longueuil, Marcel Jalbert, residing in the City of Outremont, Gaston Beaudet, residing in the City of Montreal, all advocates and practising in the City and District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, undertake, purchase or otherwise acquire either as principal or agent, and either absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise, and to sell, exchange, guarantee the sale of, and to assign, transfer, or otherwise dispose of and deal in real estate, bonds, debentures, debenture stock, shares, obligations or other securities and evidence of indebtedness issued or guaranteed by any Government, Commission, municipal or school corporation, or any banking, public utility, mining, manufacturing commercial or industrial Company, enterprise or corporation;

To acquire any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, or evidence of indebtedness by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise, and to subscribe for the same conditionally or otherwise and to guarantee the subscription of and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incidental to the ownership thereof;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertakings;

To employ experts to investigate and examine into the conditions, prospects, value and character and circumstances of any business concerns and undertaking, and generally of any property or rights;

To transact or carry on all kinds of financial agency business and in particular in relation to the investment of money, the sale of property and the collection and receipt of money;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the Company;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire any moveable property which the Company may think it desirable to obtain, and any lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands, or any of them, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the Company's property;

To take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance or purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

Generally, to carry on business as financiers and to undertake and carry out financial operations and transactions;

To transact all kinds of agency business;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange all kinds of products in general, either as principal or agent and upon commission

moyennant commission, sur consignation ou autrement, et promouvoir, organiser, administrer, ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers, agents à commission et courtiers à commission ou représentants pour des maisons d'affaire canadiennes ou étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, marchandises, industries ou entreprises;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autoriser l'usage moynnant un droit régalien ou autrement, acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, et introduire et vendre, céder ou autrement aliéner toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les dites marques de commerce, noms de commerce et inventions, permis, procédés et choses de même nature ou tous tels biens ou droits;

Acquérir, posséder, détenir, vendre et revendre les actions, parts, débentures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation et les payer en tout ou en partie en deniers, actions, parts, bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou autrement administrer, exploiter et exercer comme gérants, les biens, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie moyennant la rémunération qui sera jugée raisonnable et appropriée; garantir le remboursement du capital, et le service des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, et garantir le remboursement du capital et le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie et en assumer les obligations;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exercant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'ex-

consignment or otherwise, and to promote, organize, manage, or develop any corporation, company or business enterprise;

To act as agents and brokers, commission agents and commission brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations and for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, merchandise, business or undertaking;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the Company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license, on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate, and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trademarks, trade-names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade-marks, trade-names, and inventions, licenses, processes and the like or any such property or rights;

To acquire, own, hold, sell and resell the shares, stock, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation, and to pay the same wholly or partly in cash, shares, stock, bonds, debentures or other securities of the Company or otherwise to manage, operate and carry on as the manager the property, franchises, undertakings, and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper; to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities of, and the performance of contracts by any such Company;

To promote and become shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company, and to guarantee the payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts by any such company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such Company and to assume the liabilities thereof;

To enter any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or

ploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie;

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et exercer tous ou l'un quelconque des biens, franchises, clientèles, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou qu'a la jouissance toute personne, firme ou compagnie exerçant ou formée pour exercer aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie soit en son propre nom ou au nom de toute telle personne, firme ou compagnie et payer les dites propriétés, franchises, clientèles, droits, pouvoirs et privilèges en tout ou en partie en deniers comptants ou en actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie ou autrement et se charger des obligations de toute telle personne, firme ou compagnies;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie;

Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures et autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécutions des contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Distribuer au moyen de dividendes déclarés légalement ou conformément à l'article 81 du chap. 223, S.R.Q., 1925, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'actif ou du passif de la compagnie;

Faire toutes ou l'une quelconque des choses nécessaires, convenables, avantageuses ou appropriées à l'exécution ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie ou qui en aucun temps paraîtront être nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la compagnie ou de ses biens;

Emettre à la place de tout autre certificat que la compagnie a l'autorisation d'émettre en rapport avec toute action ou actions, des certificats d'actions au porteur (*share warrants*) avec ou sans coupons, pour le paiement des dividendes courus sur l'action ou les actions incluses dans le certificat (*warrant*);

Généralement faire toutes les autres choses qui sont incidentes à l'exercice des objets de la compagnie, sous le nom de "Préville (Limited)", avec un capital total de quarante-huit mille dollars ($48,000.00), divisé en quarante-huit (48) actions de mille dollars ($1,000.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mai, 1928.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2733

transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises, and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds, and other securities of any other company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures and other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To distribute by means of dividends legally declared or according to section 81 of chap. 223 S.R.Q. 1925 any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the Company, or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties;

To issue, in lieu of any other certificate the company is authorized to issue in respect of any share or shares, such warrants, with or without coupons, for the payment of the dividends accruing on the share or shares included in the warrant;

Generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Préville (Limited)", with a total capital stock of forty-eight thousand dollars ($48,000.00), divided into forty-eight (48) shares of one thousand dollars ($1,000.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2734—o

"Topps Women's Wear Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de mai, 1938, constituant en corporation: Gerald Aronson, marchand, Bernard Aronson, vendeur, et Rae Aronson, fille majeure, vendeuse, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de détaillants et/ou grossistes, manufacturiers, commerçants, importateurs, marchands et distributeurs de robes pour dames et enfants, blouses, toilettes, habits, lingeries, fourrures, bas, gants et autres vêtements et de tous matériels tissés, lainages, soies, toiles, cotons, et tous autres matériels de toute description quelconque et à cette fin faire toutes et chaque choses s'y rapportant;

2. Exercer les opérations, en gros et/ou en détail, qui consistent à acheter et vendre des hardes, habits et vêtements de dames et d'enfants de toute et de chaque description quelconque;

3. Faire, manufacturer, vendre, faire le commerce et autrement faire le négoce de bottines, souliers et toutes choses incidentes à la chaussure;

4. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

6. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

7. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidente ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

8. Etablir des agences et succursales;

9. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

10. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandant, agent, entrepreneur ou par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercise des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Topps Women's Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mai, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2735

"Topps Women's Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of May, 1938, incorporating: Gerald Aronson, merchant, Bernard Aronson, salesman, and Rae Aronson, spinster, saleslady, all of the city and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as retailers and/or wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, dealers and distributors of ladies' and children's dresses, waists gowns, coats, lingerie, furs, stockings, gloves and other apparel and of all textile materials, woollens, silks, linens, cottons, and all other material of any description whatsoever and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

2. To carry on business, wholesale and/or retail, in buying and selling ladies' and children's clothing and garments and wearing apparel of all and any description whatsoever;

3. To make, manufacture, sell, job in and otherwise deal in boots, shoes, and all things incidental to footwear;

4. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently caried on in connection with its business or calculated directly or indirectly ot enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purposes of the Company;

6. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

7. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider preliminary;

8. To establish agencies and branches;

9. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

10. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, by or through agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Topps Women's Wear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2736—o

Lettres Patentes Supplémentaires

"Société Coopérative Commerciale Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 (par. *A*) et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour de mai 1938, à la compagnie "Société Coopérative Commerciale Limitée", ratifiant un règlement, comme suit, savoir:

Que les actions existantes, de la *Société Coopérative Commerciale, Limitée*, dont la valeur au pair est de cent dollars ($100.00) soient subdivisées en dix, ayant chacune une valeur de dix dollars ($10.00) au pair, et que le nombre des actions de la *Société Coopérative Commerciale, Limitée*, soit porté de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf à neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix.

Que pour ces fins, les deuxième et troisième paragraphes de l'article numéro 31 des lettres patentes originales qui se lisent comme suit, savoir:

"Le montant du capital-actions de la Compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent dollars chacune, dont cinquante actions privilégiées et neuf cent quarante-neuf actions ordinaires;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille dollars, divisée en cinquante actions de cent dollars chacune;"

Soient amendés et se lisent comme suit:

"Le montant du capital-actions de la Compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars, divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix actions de dix dollars chacune, dont cinq cents actions privilégiées et neuf mille quatre cent quatre-vingt dix actions ordinaires;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq-mille dollars, divisée en cinq cents actions de dix dollars chacune;

Les actionnaires actuels de la compagnie recevront dix nouvelles actions pour chacune des anciennes actions détenues."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2737—o

Supplementary Letters Patent

"Société Coopérative Commerciale Limitée"

Notice is hereby given that undre Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46 (par. *A*) and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1938, to the company "Société Coopérative Commerciale Limitée", ratifying a by-law as follows, to wit:

That the present shares of the *Société Coopérative Commerciale, Limitée*, having a par value of on hundred dollars ($100.00) be subdivided into ten, having a par value of ten dollars ($10.00) each, and that the number of shares of the *Société Coopérative Commerciale, Limitée*, be increased from nine hundred and ninety-nine to nine thousand nine hundred and ninety.

That for the said purposes, the second and third paragraphs of articles number 31 of the original letters patent which read as follows, namely:

"The amount of the capital stock of the company will be ninety nine thousand nine hundred dollars, divided into nine hundred and ninety-nine shares of one hundred dollars each, of which fifty are preferred shares and nine hundred and forty-nine are common shares;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars, divided into fifty shares of one hundred dollars each;"

Be amended and read as follows:

"The amount of the capital stock of the company will be ninety-nine thousand nine hundred dollars, divided into nine thousand nine hundred and ninety shares of ten dollars each, of which five hundred preferred shares and nine thousand four hundred and ninety are common shares;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars, divided into five hundred shares of ten dollars each;

The present shareholders of the company will receive ten new shares for each of the old shares held by them."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2738

Avis divers

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 1 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, M. H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Miscellaneous Notices

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H.-C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, M. H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

3. Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.77½ F.A.B. Montréal, et à même cette somme, verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal au *pro rata* des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de $1.77½ est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à vingt-sept sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois et demi sous le demiard, six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous le demiard, cinq sous la chopine et huit sous et trois quart la pintes.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-trois sous le gallon.

8. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente sous le gallon.

9. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, 1-4 de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Montreal;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities, situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Any milk dealer must pay to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $1.77½ F.O.B., Montreal, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, in proportion to the quantities furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of $1.77½ is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at twenty seven cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three cents a half-pint, five cents a pint and eight and three-quarters cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty three cents a gallon.

8. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty cents a gallon.

9. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec 1-4 of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 261, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 septembre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'industrie laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

COMMISSON DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 3 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 hres A.M.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P. D McArthur, commissaires, M. H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Rivières;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2. La région de Trois-Rivières comprend la cité de Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité de Trois-Rivières, connue dans la région, sous le nom be "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerie, jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étant depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matière grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.10 net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.90½ net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et 10 sous la pinte.

The present order cancels Order No. 261 published in the *Quebec Official Gazette* dated September 4, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P.-D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 3 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held at the office of the Dairy Industry Commisssion, in Montreal, at 10 o'clock, A.M.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, M. H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Three Rivers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the "suburbs" and reaching to Calvary Road; moreover, Saint Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, $2.10 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he received from them, $1.90½ net F.O.B., business place of said dealer, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half a cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers Co-operative Syndicate of Three Rivers.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

6. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte. En ce qui concerne les maison de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Le prix du lait pasteurisé, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait, ne doit pas être inférieur à vingt-huit sous le gallon.

8. Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon.

9. Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de charité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à trente sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 264 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 septembre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

6. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present articles includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. The price of pasteurized milk, sold or delivered by milk dealer to milk distributors, must not be less than twenty-eight cent a gallon.

8. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at prices inferior to thirty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 264 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* dated September 11, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 4 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.90 net f.a.b. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de $1.90 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer à son

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938,held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sherbrooke;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $1.90 net f.o.b. business place of said dealer. It is understood that the said price of $1.90 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk

domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région, de Sehrbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

7. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé a vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 317 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 6 novembre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
M.-H. HUDON.

Québec, le 21 mai 1938.

at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at twenty-eight cents a gallon.

The present order cencels Order No. 317 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated November 6, 1937 and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette.*

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 5 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe et les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 5 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Hyacinthe.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint Hyacinthe and the municipalities of Saint Joseph, Saint Hyacinthe the Confessor and Providence.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No. 311 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person, shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty-four cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 311 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 30, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

Signed: Messrs. H. C. Bois. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 6 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, M.-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. La région de Shawinigan Comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, et cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, contiguë, au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci $1.80½ F.A.B. la place d'affaire du dit marchand et tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00½ F.A.B. la ferme du producteur.

Vu l'entente intervenue entre les marchands de lait et leurs producteurs-fournisseurs, et rati-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 6 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock A.M.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, M. H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawigigan.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, and that part of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Matthew's range.

3. Any pasteurized milk dealer must pay to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80½ F.O.B. business place of said dealer and any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.00½ F.O.B. farm of producer.

In view of the agreement passed between milk dealers and their producers with the approval of

fiée par ladite Commission, tout marchand de lait devra retenir à même les sommes dues à ses producteurs-fournisseurs, ½ sou pour chaque cent livres de lait dont le produit sera, chaque mois, versé, pour et au nom desdits producteurs-fournisseurs, entre les mains de ladite Commission qui elle-même la transmettra au secrétaire-trésorier du Syndicat des producteurs de lait de Shawinigan.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 265 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 11 septembre 1937, et entre le vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

the Commission, any milk dealer will retain on the sums he owes to his producers, ½ cent per hundred pounds of milk, the product of such retention to be each month turned over, for and in the name of said producers, to the Commission who will itself remit it into the hands of the Secretary-Treasurer for the Shawinigan Milk Producers' Syndicate.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver at his home of his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents and a half a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 265 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for September 11, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 7 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 7 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs, H. C. Bois, president, Theo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière du Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the city of Rivière du Loup.

3. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home

au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 278 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk, to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart, as far as concerns boarding houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 278 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, of October 9, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 8 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jean-d'Iberville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville.

2. La région de Saint-Jean-d'Iberville, comprend la ville de Saint-Jean et celle d'Iberville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre éta-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 8 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jean d'Iberville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jean d'Iberville.

2. The region of Saint Jean d'Iberville includes the town of Saint Jean and that of Iberville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment,

blissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-quatre sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 287 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 16 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents à quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty four cents a gallon.

The present order cancels Order No 287 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 16th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 10 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité de village du Nouveau-Salaberry.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 292 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 10 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield and the village municipality of New Salaberry.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk, at prices inferior to four cents a pint, and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint, and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 292 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 21 mai 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 11 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents, MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham et Saint-Joseph-de-Grantham.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.90 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de $1.90 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 305 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTYY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 11 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham and Saint Joseph de Grantham.

5. Any milk dealer must pay directly to his producer- suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis, which he receives from them, $1.90 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of $1.90 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 305 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 12 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, M.-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère, jusqu'à et y compris le lot No 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

6. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 266 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 11 septembre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 12 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock, a.m.

Présent: MM. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, M. H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Saint Flore and adjoining the city of Grand'-Mère, up to and including lot No. 109 of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them $2.00 net F.O.B. farm of producer-supplies.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at a price inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or any other business establishment at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 266 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for September 11, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 13 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 13 E 38

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Huntingdon;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Huntingdon.

2. La région de Huntingdon comprend la cité de Huntingdon.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Huntingdon et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Huntingdon;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:—

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Huntingdon.

2. The region of Huntingdon includes the city of Huntingdon.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, or more, which he received from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk, at prices inferior to four cents a pint, and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint, and seven cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Huntingdon and will come into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 14 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 14 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938. held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 291 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 15 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour

2. The region of Sorel includes the city of Sorel.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% bytterfat basis, which he receives from them, $1.80 net.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer, or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to three cents and a half a pint and seven cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty four cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 291 published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 30, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 15 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer- suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each

chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 267 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 septembre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No 267 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for September 18th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnence No 16 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la commission de l'industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un quart de mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités Saint-Charles-Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 la ferme du producteur ou $1.85 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 16 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells, or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land a quarter of a mile deep bordering on the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 farm of producer or $1.85 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint eight cents a quart, and thirty two cents a gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 288 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 23 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 18 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie Laitière tenue à Montréal, le vendredi 20 mai 1938, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Amos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Amos.

2. La région d'Amos comprend la municipalité de ville d'Amos.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente Ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région d'Amos et entrera en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de public la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

The present order cancels Order No. 288 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 23rd, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 18 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montréal, on Friday, May 20, 1938, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo-J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Amos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivery milk within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town municipality of Amos.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Amos, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancel all other orders concerning the region of Amos and will come into force on June, 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 20 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2. La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 298 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 20 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 298 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 21 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, le 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. -C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauceville;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 21 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauceville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauceville.

2. La région de Beauceville comprend les municipalités de Beauceville et de Beauceville-Est.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauceville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du fait à des prix inférieurs à 3½ la chopine, sept la pinte et 28 sous le gallon.

4. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-trois sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 321 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 décembre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sell or delivers milk within the limits of the region of Beauceville.

2. The region of Beauceville includes the municipalities of Beauceville and Beauceville-East.

3. No person shall, within the limits of said region of Beauceville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 3½ cents a pint, seven cents a quart and 28 cents a gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty three cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

The present order cancels Order No. 321 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for December 18th, 1937, and will come into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged will the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 22 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauharnois;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauharnois.

2. La région de Beauharnois, comprend la ville de Beauharnois et la municipalité du village de Lac-Saint-Louis, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matière grasse qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer, à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 22 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauharnois;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauharnois.

2. The region of Beauharnois, includes the town of Beauharnois, and the village municipality of Saint Louis Lake, in the county of Beauharnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.A.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk

une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 293 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 24 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bromptonville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bromptonville.

2. La région de Bromptonville comprend la ville de Bromptonville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à toute autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom, où, moyennant une considération pécunière, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 301 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 293 of said commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 24 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bromptonville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells, or delivers milk within the limits of the region of Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the town of Bromptonville.

3. No person shall, within the linits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The Present order cancels Order No. 301 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 25 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Brownsburg;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Brownsburg.

2. La région de Brownsburg comprend le village de Brownsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 302 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, Commissioners, Marc H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Brownsburg;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Brownsburg.

2. The region of Brownsburg, includes the village of Brownsburg.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 302 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* October 30th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 26 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 26 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Charny:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charny.

2. La région de Charny comprend la municipalité du village de Charny et celle de la paroisse de Saint-Romulad-d'Etchemin, toutes deux dans le comté de Lévis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte, quatorze sous le pot et vingt-huit sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 275 de cette Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente odonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 27 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Charny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charny.

2. The region of Charny includes the municipality of the Village of Charny and that of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, both in the county of Levis.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint, seven cents a quart and twenty eight cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 275 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, October 9, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 27 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avour considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité de village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B., la ferme du producteur:

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B., la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 280 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limites of the region of Chicoutimi.

2. The region of Chicoutimi includes the city of Chicoutimi, and the village municipality of Rivière du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.65 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Chicoutimi, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 280 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 9th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 28 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Coaticook;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 28 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry twithin the region of Coaticook;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Coaticook.

2. La région de Coaticook comprend la municipalité de Coaticook et cette portion du canton de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

3. Sauf les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 272 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the municipality of Coaticook and that portion of the township of Barford adjacent to the town of Coaticook

3. Save the provisions of articles 4 and 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 272 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 9, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 29 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B. la ferme du producteur.

DAIRY IMDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 29 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 303 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 303 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 30, 1937 and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 30 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Crabtree;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirdetement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Crabtree.

2. La région de Crabtree comprend l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B. la ferme du producteur ou $1.85 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Crabtree, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à trois gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 289 de ladite Commission, publiée dans la

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 30 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Crabtree;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Crabtree.

2. The region of Crabtree includes the district of Crabtree Mills, situated in the parish of Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 net F.O.B. farm of producer or $1.85 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Crabtree, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to three gallons.

The present order cancels Order No. 289 of said Commission, published in the *Official Gazette*

Gazette officielle du 23 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 31 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

2. La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait en bouteilles à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidons à un prix inférieur à vingt-huit sous le gallon pour toute quantité d'au moins un gallon et pour toute quantité inférieure à un gallon, le prix sera celui fixé par l'article 3 de la présente ordonnance.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 304 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 31 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville;

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-eight cents per gallon for any quantity of at least one gallon, and for any quantity inferior to one gallon, the price will be that fixed by article 3 of the present order.

The present order cancels Order No 304, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 30, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 32 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 32 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills:

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à vingt-quatre sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 295 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 295 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30, 1937, and comes into force June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 33 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Donnacona;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 33 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.-J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Donnacona;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de la dite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul le peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à six sous et demi la pinte et vingt-six sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 271, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and, adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five "arpents" deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he received from them, $1.70 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business estaboishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to six and a half cents a quart and twenty-six cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon.

The present order cancels Order No. 271, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 9th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 34 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'East Angus;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'East Angus.

2. La région d'East Angus comprend la ville d'East Angus.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 34 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc-H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of East Angus;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of East Angus.

2. The region of East Angus includes the town of East Angus.

3. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 306 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle ce Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

4. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, milk at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 306 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 30th, 1937 and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 35 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de Granby.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Nul établissement de commerce, sauf les usines de pasteurisation et les laitiers, ne pourra vendre du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 286 de ladite Commission, publiée dans la

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 35 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them $1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No business establishment, save pasteurizing and dairy plants, shall sell bottled milk at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 286 of said Commission, as published in the *Official Gazette*

Gazette officielle de Québec, en date du 16 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 36 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes de Jonquière et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Rout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 281 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 36 E 38

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Jonquiere;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Jonquière.

2. The region of Jonquière includes the towns of Jonquière and Kénogami and the city of Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk of a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B., farm of producer-supplier.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.65 net, F.O.B., farm of producer-supplier.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Jonquière, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishments, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 281, of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 9, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 38 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie Laitière tenue à Montréal, le vendredi 20 mai 1938, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, et Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de La Tuque;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Tuque.

2. La région de La Tuque comprend la municipalité de ville de La Tuque.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la tchopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à un hôpital, à une institution de charité, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance No 279 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 octobre 1937 et entrera en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 38 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Friday, May 20, 1938, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, and Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of La Tuque;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the town of municipality of La Tuque.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of La Tuque, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Tuque, offer, sell or deliver milk to a hospital, a charitable institution, a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels order No. 279 published in the *Quebec Official Gazette of* October 9, 1937, and will come into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 39 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 39 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Loretteville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Loretteville.

2. La région de Loretteville comprend la municipalité du village de Loretteville, la ville de Château-d'Eau, et le territoire de la réserve indienne, généralement connu sous le nom de "village Huron".

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Loretteville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

4. Nulle livraison de lait ne pourra être faite par les laitiers après 11 heures a. m., heure solaire.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 276 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Loretteville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Loretteville.

2. The region of Loretteville includes the village municipality of Loretteville, the town of Chateau-d'Eau and the territory of the Indian Reservation, generally known as the "Huron Village".

3. No person shall, within the limits of said region of Loretteville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

4. No milk dealer shall deliver milk after 11 a.m., Eastern standard time.

The present order cancels Order No. 276 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 9th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 40 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique,

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot No 871 et au sud par et y compris le lot No 894;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 40 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Louiseville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North by and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894.

Au sud : par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot No 378; au sud: par et y compris le lot No 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot No 378 jusqu'à et y compris le lot No 349;

A l'ouest : par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot No 349 et au nord par et y compris le lot No 338;

Au Nord : par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot No 777; au nord: par et y compris le lot No 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot No 777 jusqu'à et y compris le lot No 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon. Toute quantité inférieure à un gallon sera vendue sur une base de quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 308 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 30 octobre 1937 et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

On the South : by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No 378; on the West: by the East bank of the Petite Riviere from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349.

On the West : by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Riviere and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North : by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Riviere du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Riviere from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty-eight cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon. Any quantity inferior to one gallon will be sold on a basis of four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 308 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 41 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 41 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2. La région de Magog comprend la ville de Magog.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs,pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières gresses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 270 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the town of Magog.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pound of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 270 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 9, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 42 E 38

Extrait des procès-verbaux de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commisssion de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Marieville, comté de Rouville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Marieville.

2. La région de Marieville comprend le territoire de la municipalité de ville de Marieville, comté de Rouville.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 42 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Marieville, county of Rouville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Marieville.

2. The region of Marieville includes the territory of the municipality of the town of Marieville, county of Rouville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Marieville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois et demie sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 309 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

3. No person shall, within the limits of said region of Marieville, offer, sell or deliver milk, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to 3½ cents a pint and 7 cents a quart.

The present order cancels Order No 309 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois. president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 43 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 290 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 43 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 290 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance Bo 44 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie Laitière tenue à Montréal, le vendredi, 20 mai 1938, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, et Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Noranda.

2. La région de Noranda comprend les municipalités de Ville de Noranda et de Rouyn et les cantons Noranda et O'Brien.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 323 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 décembre 1937 et entrera en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 44 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission held at Montreal, on Friday, May 20, 1938, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, and Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry withing the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town municipalities of Noranda and Rouyn and the townships of Noranda and O'Brien.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, fo reach hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of the region of Noranda, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

The present order will cancels order No. 323 published in the *Quebec Official Gazette* of December 18, 1937, and will come into force on June 1st, 1938.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 46 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 46 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie Laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.85 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Le prix du lait vendu et livré en bidon aux communautés religieuses ne pourra être inférieur à $2.10 les cent livres.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de ladite Commission concernant la région de Rimouski, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.85 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. The price of milk sold in bulk to Religious Institutions will not be inferior to $2.10 for each 100 pounds.

The present order cancels all previous orders of said Commission, concerning the region of Rimouski, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 47 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai, 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Roverval;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Roberval.

2. La région de Roberval comprend la cité de Roberval.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 47 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Roberval;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Roberval.

2. The region of Roberval includes the city of Roberval.

3. No person shall, within the limits of the region of Roberval, offer sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Roberval et entrera en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 48 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2. La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3. Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 269 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle* du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,

Québec, le 21 mai 1938.

The present order cancels all other orders concerning the region of Roberval and will come into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 48 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Save the provisions of article 4 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser milk at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 269 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 9, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 49 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sutton, comté de Brome;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sutton.

2. La région de Sutton comprend la municipalité du village de Sutton.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 312 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle* du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 49 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sutton, in the county of Brome;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sutton.

2. The region of Sutton includes the municipality of the village of Sutton.

3. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 312 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 50 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Gabriel-de-Brandon;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 50 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Gabriel of Brandon;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel-de-Brandon.

2. La région de Saint-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité de village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district électoral de Berthier.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Gabriel-de-Brandon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 310 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Gabriel of Brandon.

2. The region of Saint Gabriel of Brandon includes the municipality of the village of Saint Gabriel of Brandon, in the electoral district of Berthier.

3. No person shall, within the limits of said region of Saint Gabriel of Brandon, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home or the purchaser, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 310 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 30th, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 52 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Ste-Marie de Beauce.

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Ste-Marie de Beauce.

2. La région de Ste-Marie de Beauce comprend la municipalité du village de Ste-Marie.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Ste-Marie de Beauce, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte et vingt-huit sous le gallon.

3. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-trois sous le gallon.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Sainte-Marie de Beauce, et entrera en vigueur le 1er juin 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 52 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sainte-Marie of Beauce;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present orders is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sainte-Marie of Beauce.

2. The region of Ste-Marie de Beauce includes the municipality of the village of Sainte-Marie.

3. No person shall, within the limits of said region of Sainte-Marie of Beauce, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a pint, seven cents a quart and twenty-eight cents a gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty-three cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

The Present order cancel all other orders concerning the region of Sainte-Marie of Beauce and will come into force on June 1st, 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 21 mai 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 53 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Thetford;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Thetford.

2. La région de Thetford comprend la cité de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-Sud.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous le chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 273 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,

Québec, le 21 mai 1938.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 53 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Thetford;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Thetford.

2. The region of Thetford includes the city of Thetford-Mines and the municipality of Thetford-South.

3. No person shall, within the limits of said region of Thetford, offer, sell, or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 273 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 9, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 55 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 55 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Val d'Or;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Val d'Or.

2. La région de Val d'Or comprend la municipalité de la ville de Val d'Or, celle de la ville de Bourlamaque, et les territoires compris dans les cantons de Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic et Pascalis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

Est considérée établissement de commerce toute maison de pension qui, depuis au moins quinze jours consécutifs, a acheté ou aura acheté un minimum de huit pintes de lait chaque jour.

La présente ordonnance annule l'ordonance No 300, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Val d'Or;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Val d'Or.

2. The region of Val d'Or includes the town municipality of Val d'Or, that of Bourlamaque, and the territory included in the townships of Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic and Pascalis.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the providions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

Is considered as a business establishment, any boarding-house which, for at least fifteen consecutive days, has bought or has been buying a minimum of eight quarts of milk a day.

The present order cancels Order No. 300 published in the *Quebec Official Gazette* dated October 30, 1937, and comes into force on June 1, 1938.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 58 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Ville DeLéry;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Ville DeLéry.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 58 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Ville DeLéry;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Ville De Léry.

2. La région de Ville DeLéry, comprend la municipalité de Ville DeLéry, dans le comté de Chateauguay, et la municipalité de Maple Grove, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Ville DeLéry, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Ville De Léry, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte et vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 294 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938.

2. The region of Ville DeLéry includes the town municipality of Ville DeLéry, in the county of Chateauguay, and the municipality of Maple Grove, in the county of Beauharnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Ville DeLéry, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Ville DeLéry, offer, sell, or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint, seven cents a quart and twenty-eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 294 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 30, 1937, and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 59 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterloo;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

2. La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF PROVINCE

Order No. 59 E 38

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20th, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region Waterloo.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said deler.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterloo et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,

Québec, le 21 mai 1938.

5. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three cents and a half a pint and seven cents a quart.

The present order cancels all other order concerning the region of Waterloo and comes into force on June 1st, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 21, 1938.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 60 E 38

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 20 mai 1938, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterville, comté de Sherbrooke;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterville.

2. La région de Waterville comprend la municipalité du village de Waterville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterville, et entre en vigueur le 1er juin 1938.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier a présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 21 mai 1938. 2753-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 60 E 38

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, May 20, 1938, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterville, county of Sherbrooke;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterville.

2. The region of Waterville includes the municipality of the village of Waterville.

3. No person shall, within the limits of said region of Waterville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Waterville and comes into force on June 1, 1938.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission,

Quebec, May 21, 1938. 2754-o

"SAINT-JUDE GOLD MINES LIMITED" (No Personal Liability)

Règlement No 3 (a)

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq directeurs, chacun desquels lors de son élection et pendant toute la durée de son temps devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tous versements exigibles sur icelle.

Daté ce 31 mars 1937.

Le secrétaire,
WILFRID MORIN.

2757-o

"SAINT-JUDE GOLD MINES LIMITED" (No Personal Liability)

By-law No. 3 (a)

The affairs of the company shall be administered by a board of directors composed of five directors, each one thereof at the time of his election and while holding office must be a holder of at least one share of the company and have paid all instalments exigible thereon.

Dated this 31st March, 1937.

WILFRID MORIN.
Secretary.

2758

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Obligations 4½%

AVIS

"Avis est par les présentes donné aux porteurs d'obligations émises le 1er juillet 1931 et faisant partie d'une émission de $3,000,000.00 autorisée par décisions du Conseil d'Administration du 22 juin et du 20 juillet 1931 que le "Crédit Foncier Franco-Canadien", se prévalant de son droit de remboursement à partir du 1er juillet 1936, remboursera la totalité des titres encore en circulation, à ses bureaux à Montréal, 5 rue St-Jacques est, où ils seront payables le 1er juillet prochain. Tous les titres n'ayant pas été présentés au remboursement le 1er juillet 1938 cesseront de porter intérêt après cette date."

Le directeur Général Adjoint et Secrétaire Général,
ARMAND CHEVALIER.

2761-o

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

4½% debentures

NOTICE

Notice is hereby given to the holders of debentures issued on the 1st July, 1931 and forming part of an issue of $3,000,000.00 authorized by resolutions of the Board of Directors dated the 22nd June and 20th July, 1931, that the "Cérdit Foncier Franco-Canadien", exercising its right of redemption as from the 1st July, 1936, will redeem the whole of these debentures outstanding, at the Company's office in Montreal, 5 St. James Street East, where they will be paid on presentation on the 1st July, next.

All debentures not presented for redemption will cease to bear interest as from the 1st July, 1938.

ARMAND CHEVALIER,
Assistant General Manager and General Secretary.

2762-o

Québec, le 21 mai 1938.

Revision de la liste électorale de la cité de Lachine.

Avis est par les présentes donné:

Que conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, 2ième session, chapitre 8) et par l'arrêté ministériel No 699, du 7 mai 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer MM. Josephat Théoret, entrepreneur, et Pierre Décary, avocat, tous deux de la cité de Lachine, membres de la Commission de revision de Lachine.

Que conformément aux mêmes dispositions de la Loi électorale de Québec, ces deux reviseurs ont nommé M. Ovila Gagnon, de la cité de Lachine, pour agir comme troisième membre de la dite Commission.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 21 mai 1938.

Revision de la liste électorale de la cité de Verdun.

Avis est par les présentes donné:

Que conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, 2ième session, chapitre 8) et par l'arrêté ministériel No 715, du 13 mai 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer MM. Adéodat Crompt, 2387 rue Saint-Charles, Montréal, et Rodolphe-E. Mackay, notaire, 4948 rue Verdun, de Verdun, membres de la Commission de revision de Verdun.

Quebec, May 21, 1938.

Revision of the electoral list of the city of Lachine.

Notice is hereby given:

That pursuant to the provisions of Article 74 of the Quebec Election Act (1 Edward VIII, 2nd Session, chapter 8) and by Order in Council No. 699, of May 7, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Messrs Josephat Théoret, contractor, and Pierre Décary, advocate, both of the city of Lachine, members of the Board of Revisors of Lachine.

That in conformity with the same provisions of the Quebec Election Act, these two revisers have appointed Mr. Ovila Gagnon, of the City of Lachine, to act as third member of the said Board.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Quebec, May 21, 1938.

Revision of the electoral list of the city of Verdun.

Notice is hereby given:

That pursuant to the provisions of Article 74 of the Quebec Election Act (1 Edward VIII, 2nd Session, chapter 8) and by Order in Council No. 715, of May 13, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Messrs Adéodat Crompt, 2387 Saint Charles Street, Montreal, and Rodolphe E. Mackay, notary, 4948 Verdun Street, Verdun, members of the Board of Revisors of Verdun.

Que conformément aux mêmes dispositions de la Loi électorale de Québec, ces deux reviseurs ont nommé M. J.-B.-O. St-Laurent, ingénieur-civil, demeurant au No 275 Avenue Beatty, Verdun, pour agir comme troisième membre de la dite Commission.

JEAN BRUCHESI,
2763-o Sous-secrétaire de la Province.

That in conformity with the same provisions of the Quebec Election Act, these two revisers have appointed M. J. B. O. St-Laurent, civil engineer of No. 275 Beatty Ave., Verdun, to act as third member of the said Board.

JEAN BRUCHESI,
2764 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Indépendant de la Fourrure de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-cinq mai 1938.

Le siège principal de la société est à Québec.

JEAN BRUCHESI,
2783–o Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Indépendant de la Fourrure de Québec", for the study, defence and the promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on May 25th, 1938.

The principal place of business of the association is in Quebec.

JEAN BRUCHESI,
2784 Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F.-173509. Dame Jessie Mary Dowie, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Percy Allan McDonell, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Percy Allan McDonell, de la cité et du district de Montréal, défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée ce 16ème jour de mai 1938.

Montréal 18 mai 1938.

Les avocats de la demanderesse,
2739—o RAPPAPORT & GARONCE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F.-173509. Dame Jessis Mary Dowie, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Percy Allan McDonell, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Percy Allan McDonell, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for Separation of property has been instituted in this case the 16th day of May 1938.

Montreal 18 May 1938.

RAPPAPORT & GARONCE,
2740 Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-171486. Dame Bessie Kruvant, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Sivkin, du même endroit, laitier, demanderesse; vs William Sivkin, de même endroit, laitier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par ladite demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 13 mai 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2741 ELI M. BERGER.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. D-171486. Dame Bessie Kruvant, of the City and District of Montreal, wife common as to property of William Sivkin, of the same place, milkman, plaintiff; vs William Sivkin, of the same place, milkman, Defendant.

Action in separation as to property has this day been instituted by Plaintiff herein against Defendant.

Montreal, May 13th, 1938.

ELI M. BERGER,
2742 Attorney for Plaintiff.

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que "Astoria Quebec Mines Ltd (No Personal Liability)," incorporée en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec le 25 janvier, 1938, et ayant son bureau principal à Québec, a établi son bureau chef au No 70 rue St-Paul, dans la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau chef de la compagnie.

Donné à Québec, ce 21ième jour de mai, 1938.

"ASTORIA QUEBEC MINES LTD
(NO PERSONAL LIABILITY)"
Par le secrétaire,
2743–o O.-F. DUBOIS.

Chief Office

Notice is hereby given that "Astoria Quebec Mines Ltd (No Personal Liability)", incorporated under the Quebec Mining Companies' Act on the 25th of January, 1938, and having its head office in Quebec, has established its head office at No. 70 St. Paul St., in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 21st day of May, 1938.

"ASTORIA QUEBEC MINES LTD.
(NO PERSONAL LIABILITY)".
Per: O. F. DUBOIS,
2744–o Secretary.

Chartes:—Abandon de

THE GILMOUR CHAIR CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que "The Gilmour Chair Company Limited" s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, demandant la permission d'abandonner sa charte.

Beauharnois, ce 18 mai, 1938.

Le président,
2745—o R.-W. KILGOUR.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie The National Soft Drinks Company Limited, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Granby, district de Bedford, fera application à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, suivant la Loi, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et pour en obtenir son annulation.

Granby, le 19 mai 1938.

THE NATIONAL SOFT DRINKS CO. LTD.,
Le procureur de la compagnie,
2747—o P. E. DELANEY.

Charters:—Surrender of

THE GILMOUR CHAIR CO. LTD.

Notice is hereby given that "The Gilmour Chair Company Limited" will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter.

Beauharnois, this eighteenth day of May, 1938.

R. W. KILGOUR,
2746—o President.

Notice is hereby given, that The National Soft Drinks Company Limited, having its principal place of business in the city of Granby, district of Bedford, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, to obtain the right to surrender its charter and obtain its annulment.

Granby, this 19th day of May 1938.

THE NATIONAL SOFT DRINKS CO. LTD.,
P. E. DELANEY,
2748—o Attorney for the National

Département de l'Instruction publique

No 231-38

Québec, le 13 mai, 1938.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Christophe, dans le comté d'Abitibi, en celui de "Dufresnoy."

2673-20-2-o

No 588-38

Québec, le 19 mai 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Thomas d'Aquin, comté de Roberval, les arrondissements Nos 1 et 6 et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire du village du Lac Bouchette", même comté.

2675-20-2-o

No 264-38

Québec, le 17 mai, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Malartic, le territoire suivant:

Les lots 6 à 58 inclusivement des rangs 1 et 2, les lots 19 à 36 inclusivement, des rangs 3 et 4 du canton Malartic; les lots 19 au lac Piché, des rangs 5 et 6; les lots 6 à la rivière Piché, des rangs 7 et 8; les lots 1 à 62 inclusivement, des rangs 9 et 10, tous du canton de Fournière.

2677-20-2-o

No 103-38

Québec, le 19 mai 1938.

Demande est faite de rétablir les limites de la municipalité scolaire de Port Daniel Centre, dans le comté de Bonaventure, comme suit, et d'ériger la municipalité en une municipalité scolaire distincte "pour les protestants seulement".

1. La ligne limitative est entre la municipalité scolaire de Port Daniel Centre et la municipalité scolaire de Port Daniel Est est la ligne du côté ouest des lots suivants: (cette ligne coïncide avec

Department of Public Instruction

No. 231-38

Quebec, May 13th, 1938.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Christophe, in the county of Abitibi, to that of "Dufresnoy".

2674-20-2

No. 588-38

Quebec, May 19, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of St-Thomas d'Aquin, county of Roberval, the school districts Nos. 1 and 6 and to erect the same into a separate school municipality under the name of "La municipalité scolaire du village du Lac Bouchette", same county.

2676-20-2

No 264-38

Quebec, May 17th, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Malartic, the following territory:

Lots 6 to 58 inclusively of ranges 1 and 2, lots 19 to 36 inclusively, of ranges 3 and 4 of the township of Malartic; lots 19 to Lake Piché, of ranges 5 and 6; lots 6 to the Piché river, of ranges 7 and 8; lots 1 to 62 inclusively, of ranges 9 and 10, all of the township of Fournière.

2678-20-2

No. 103-38

Quebec, May 19th, 1938.

Application is made to re-establish the boundaries of the School Municipality of Port Daniel Centre, in the County of Bonaventure, as follows, and to erect the municipality into a disctint school municipality "for Protestants only."

1. The eastern boundary line between the school Municipality of Port Daniel Centre and that of Port Daniel East is the line on the west side of the following lots: (this line coïncides

la ligne qui divise les municipalités scolaires catholiques de Port Daniel Est et Port Daniel Ouest.)

Lots du cadastre 150, 150*a*, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 716, lot 777, rang VI, lot 840, rang VII, lot 893, rang VIII, lot 936, rang IX, lot 985, rang X, lot 1029, rang XI, lot 1074, rang XII, lot 1119, rang XIII, lot 1160, rang XIV, lot 1205, rang XV.

2. La ligne limitative ouest entre la municipalité scolaire de Port Daniel Centre et la municipalité scolaire Protestante de Port Daniel Ouest, est la ligne du côté ouest des lots suivants: Lot 79, rang I ouest, lot 541, rang II, lot 584, rang III, lot 668, rang IV, lot 691, rang V, lot 806, rang VI, lot 827, rang VII, lot 906, rang VIII, lot 923, rang IX, lot 998, rang X, lot 1015, rang XI, lot 1088, rang XII, lot 1106, rang XIII, lot 1173, rang XIV, lot 1193, rang XV.

3. La municipalité est bornée au sud par la Baie des Chaleurs et au nord par la ligne qui divise les cantons de Port Daniel et Weir.

2679-20-2

No 103-38.

Québec, le 19 mai 1938.

Demande est faite de rétablir les limites de la municipalité scolaire catholique de Port Daniel Ouest, dans le comté de Bonaventure comme suit:

La limite est de la municipalité scolaire catholique de Port Daniel Ouest, est la ligne du côté ouest des lots suivants:

Lots du cadastre 150, 105*a*, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 716, lots 777, rang VI, lot 840, rang VII, lot 893, rang VIII, lot 936, rang IX, lot 985, rang X, lot 1029, rang XI, lot 1074, rang XII, lot 1119, rang XIII, lot 1160, rang XIV, lot 1205, rang XV.

La ligne limitative sud est la Baie des Chaleurs.

La ligne limitative nord est la ligne entre les cantons de Port Daniel et Weir.

La ligne limitative ouest est la ligne entre les cantons de Port Daniel et Hope.

2681—20-2

No 103-38.

Québec, le 19 mai 1938.

Demande est faite de rétablir les limites de la municipalité scolaire protestante de Port Daniel Ouest dans le comté de Bonaventure, comme suit, et d'ériger la municipalité en une municipalité scolaire distincte "pour les protestants seulement".

La ligne limitative est entre la municipalité scolaire protestante de Port Daniel Ouest et la municipalité scolaire protestante de Port Daniel Centre est la ligne du côté ouest des lots suivants:

Lot 79, rang I ouest, lot 541, rang II, lot 584, rang III, lot 668, rang IV, lot 691, rang V, lot 806, rang VI, lot 827, rang VII, lot 906, rang VIII, lot 923, rang IX, lot 998, rang X, lot 1015, rang XI, lot 1088, rang XII, lot 1106, rang XIII, lot 1173, rang XIV, lot 1193, rang XV.

La ligne limitative est la ligne entre les cantons de Port Daniel et Hope.

La ligne limitative sud est la Baie des Chaleurs.

La ligne limitative nord est la ligne entre les cantons de Port Daniel et Weir.

2683—20-2

with the line which divides the Catholic School Municipalities of Port Daniel East and Port Daniel West).

Cadastral lots 150, 150*a*, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 716, lot 777 in range VI, lot 840 in range VII, lot 893, in range VIII, lot 936, in range IX, lot 985, in range X, lot 1029, in range XI, lot 1074, in range XII, lot 1119, in range XIII, lot 1160, in range XIV, lot 1205, in range XV.

2. The western boundary line, between the school Mnicipality of Port Daniel Centre and the Protestant School Municipality of Port Daniel West, is the line on the west side of the following lots: Lot 79, in range I West, lot 541, in range II, lot 584, in range III, lot 668, in range IV, lot 691, in Range V, lot 806, in range VI, lot 827, in range VII, lot 906, in range VIII, lot 923, in range IX, lot 998, in range X, lot 1015, in range XI, lot 1088, in range, XII, lot 1106, in range XIII, lot 1173, in range XIV, lot 1105, in range XV.

3. The municipality is bounded on the south the Baie des Chaleurs and on the north by the line which divides the townships of Port Daniel and Weir.

2680-20-2-o

No. 103-38.

Quebec, May 19th, 1938.

Application is made to re-establish the boundaries of the Catholic School Municipality of Port Daniel West, in the county of Bonaventure, as follows:

The eastern boundary of the Catholic School Municipality of Port Daniel West is the line on the west side of the following lots:

Cadastral lots 150, 150*a*, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 716, lot 777 in range VI, lot 840, in range VII, lot 893 in range VIII, lot 936 in range IX, lot 985 in range X, lot 1029 in range XI, lot 1074 in range XII, lot 1119 in range XIII, lot 1160 in range XIV, lot 1205 in range XV.

The southern boundary is the Baie de Chaleurs.

The northern boundary is the line between the township of Port Daniel and Weir.

The western boundary is the line between the townships of Port Daniel and Hope.

2682—20-2-o

No. 103-38.

Quebec, May 19th, 1938.

Application is made to re-establish the boundaries of the Protestant School Municipality of Port Daniel West, in the county of Bonaventure, as follows, and to erect the municipality into a distinct school municipality "for Protestants only."

The eastern boundary line between the Protestant school Municipality of Port Daniel West and the Protestant School Municipality of Port Daniel Centre is the line on the West side of the following lots:

Lot 79, in range I west, lot 541, in range II, lot 584, in range III, lot 668, in range IV, lot 691, in range V, lot 806, in range VI, lot 827, in range VII, lot 906, in range VIII, lot 923, in range IX, lot 998, in range X, lot 1015, in range XI, lot 1088, in range XII, lot 1106, in range XIII, lot 1173, in range XIV, lot 1193, in range XV.

The eastern boundary is the line between the townships of Port Daniel and Hope.

The southern boundary is the Baie de Chaleurs.

The southern boundary is the line between the townships of Port Daniel and Weir.

2684—20-2-o

Le 18 mai 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Mann, dans le comté de Bonaventure, les lots 1, 2, 3, et les parties des lots 4 et 5 qui se trouvent dans le canton de Mann, tous du Premier rang de la Rivière Restigouche, et de les annexer à la municipalité scolaire de Restigouche, dans le même comté.
2685-20-2

May 18th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of Mann, in the County of Bonaventure lots 1, 2, 3, and the parts of lots 4 and 5 which are in the Township of Mann, all of the 1st Restigouche River Range, and to annex them to the School Municipality of Restigouche in the same county.
2686-20-2-o

No. 1149-37

Québec, le 18 mai, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Célestin No 1, les lots Nos 90, 91, 94 à 127 inclusivement, 181 du cadastre officiel du village d'Annaville et partie des Nos 86, 87, 89, 92, 93, 127, 128, 129 du cadastre officiel de la paroisse de St-Célestin, tel qu'indiqué sur le plan bleu dressé par M. P.-A. Landry, arpenteur-géomètre, le 26 décembre 1927, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire du village de St-Célestin," comté de Nicolet. 2689-20-2-o

No. 1149-37

Quebec, May 18th, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Célestin No. 1, lots Nos. 90, 91, 94 to 127 inclusively, 181 on the official cadastre for the village of Annaville and part of Nos. 86, 87, 89, 92, 93, 127, 128, 129 on the official cadastre for the parish of St. Célestin, as indicated on the blue print prepared by Mr. P. A. Landry, land-surveyor, on the 26th of December, 1927, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of the village of St. Célestin," county of Nicolet. 2690-20-2

No. 424-03

Quebec, le 20 mai, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Thomas, comté de Joliette, les lots 522 à 526 inclusivement, 545, 546, 547, 550 à 557 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Elisabeth, même comté. 2691-20-2-o

No. 424-03

Quebec, May 20, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of St-Thomas, county of Joliette, the lots 522 to 526 inclusively, 545, 546, 547 550 to 557 inclusively of the official cadastre of the parish of St-Thomas and to annex the same to the school municipality of Ste-Elisabeth, same county. 2692-20-2

No 1078-36

Québec, le 28 avril, 1938.

Demande est faite de détacher de votre municipalité scolaire le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipalité scolaire de St-Bernard-sur-Mer", dans le comté de Charlevoix. Le territoire de cette municipalité sera le suivant, savoir:

Tout le territoire situé dans l'Ile-aux-Coudres, dans le comté de Charlevoix, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-l'île-aux-Coudres, les lots portant les nos suivants, à savoir: depuis et y compris le no 1 jusqu'au no 18 inclusivement, depuis et y compris le no 225 jusqu'au no 341 inclusivement, depuis et y compris le no 511 jusqu'au no 561 inclusivement, et comprenant aussi les parties nord-ouest des lots nos 158, 166, 185, 204, 205 et 206, ensemble avec les chemins ou parties d'iceux situés dans les limites suivantes: Partant de l'intersection de la ligne séparant le lot no 510 du lot 511 avec la rive du fleuve St-Laurent; de là, suivant cette ligne vers le sud-est et la ligne séparant le lot 206 du lot 207 jusqu'à son intersection avec le Ruisseau Rouge; de là, allant vers l'ouest, suivant une ligne droite à travers les lots nos 206, 205, 204, jusqu'au sommet de l'angle sud-est du lot no 226; de là, suivant la ligne brisée séparant le rang de la Pointe-des-Roches du rang de la Baleine en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne du lot numéro 185; de là, allant vers l'ouest à travers le dit lot no 185, dans le prolongement du dernier tronçon parcouru de la dite ligne brisée jusqu'à la ligne ouest du dit lot no 185; de là, suivant cette dernière ligne vers le nord joignant la dite ligne au sommet de l'angle sud-est du lot no 240; de là, continuant le long de la dite ligne brisée en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne est du lot no 166; de

No. 1078-36

Quebec, April 28th, 1938.

Application is made to detach from your school municipality the territory hereinbelow described and to erect it into a separate school municipality under the name of: "The School Municipality of St-Bernard-sur-Mer", in the county of Charlevoix. The territory of the said municipality to be the following, namely:

All the territory situate in Ile-aux-Coudres, in the county of Charlevoix, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of St-Louis-de-l'Ile-aux-Coudres, the lots bearing the following numbers, namely: from and including No. 1 to No. 18 inclusive, from and including No. 225 to No. 341 inclusive, from and including No. 511 to No. 561 inclusive, and comprising also the northwest parts of lots Nos. 158, 166, 185, 204, 205 and 206, together with the roads or parts thereof situate within the following limits: Starting from the intersection of the line separating lot No. 510 from lot 511 with the shore of the St-Lawrence river; thence, following the said line southeasterly and the line separating lot 206 from lot 207 to its intersection with the "Ruisseau Rouge"; thence running westerly, following a straight line across lots Nos. 206, 205, 204, to the summit of the southeast corner of lot No. 226; thence, following a broken line separating the Pointe-des-Roches Range from "La Baleine" range, running westerly to the line of lot number 185; thence, running westerly across said lot No. 185, in the prolongation of the last described portion of the said broken line to the west line of said lot No. 185; thence, following this last line northerly joining the said line at the summit of the southeast corner of lot No. 240; thence, continuing along the said broken line westerly to the east line of lot No. 166; thence, running westerly, across said lot No. 166 in the

là, allant vers l'ouest, à travers le dit lot no 166 dans le prolongement du dernier tronçon parcouru de la dite ligne brisée; de là, suivant cette dernière ligne vers le nord joignant la dite ligne brisée au sommet de l'angle sud-est du lot no 255; de là, continuant le long de la dite ligne brisée en allant vers l'ouest jusqu'au sommet de l'angle sud-est du lot no 266; de là, suivant la ligne est du lot no 266 et la ligne sud-est du lot no 264; de là, allant vers le sud le long de la ligne est du lot no 158 jusqu'au prolongement du tronçon de la dite ligne brisée séparant le lot no 157 du lot no 268; de là, continuant vers l'ouest le long du dit prolongement et de la dite ligne brisée jusqu'à la ligne séparant le rang Branche des rangs de la Baleine et de la Pointe-des-Roches; de là, cette dernière ligne en la suivant vers le nord jusqu'à la ligne nord du lot no 28 et successivement de la dite ligne nord du lot no 28, la ligne séparant le lot no 28 du lot no 18, celle séparant le lot no 18 du lot no 19, celle séparant le lot no 18 du lot no 342 et celle séparant le lot no 341 du lot no 342; de là, suivant la rive du fleuve St-Laurent en allant vers l'est point de départ.

2687-20-2-o

prolongation of the last described portion of the said broken line; thence following this last line notherly joining the said broken line at the summit of the southeast corner of lot No. 255; thence continuing along the said broken line in a westerly direction to the summit of the southeast corner of lot No. 266; thence following the east line of lot No. 266 and the southeast line of lot No. 264; thence, running southerly along the east line of lot No. 158 to the prolongation of the portion of the said broken line separating lot No. 157 from lot No. 268; thence, continuing westerly along the said prolongation and of the said broken line to the line separating range "Branche" from the "La Baleine" and Pointe-des-Roches ranges; thence, this last line following it northerly to the north line of lot No. 28 and successively from the said north line of lot No. 28, the line separating lot No. 28 from lot Nos 18, the line separating lot No. 18 from lot No. 19, the line separating lot No. 18 from lot No. 342 and the line separating lot No. 341 from lot No. 342; thence, following the shore of the St. Lawrence River easterly to the point of departure.

2688-20-2

ERRATUM

A la page 1692 de la *Gazette officielle de Québec*, du 14 mai 1938, Re: Liquidation "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited", à la deuxième ligne, lisez: "The Harland Engineering Company of Canada, Limited", au lieu de "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited". 2765-o

ERRATUM

On page 1692 of the *Quebec Official Gazette* of May 14, 1938, Re: Liquidation "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited", in the second line, read: "The Harland Engineering Company of Canada, Limited", instead of "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited". 2766

A la page 2011 de la *Gazette officielle de Québec*, du 29 juillet 1916, *Re* Nominations, au 9ième paragraphe, lisez: André Lemieux, au lieu de Amédée Lemieux. 2775-o

On page 2011 of the *Quebec Official Gazette*, of July 29th, 1916, *Re:* Appointments, in the 9th paragraph, read: André Lemieux, instead of Amédée Lemieux. 2776

District de Richelieu. Jules Allard; vs Bernadette Richard.

Dans l'avis de vente par le shérif publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 mai 1938, à la page 1880, à la dernière ligne du paragraphe No 3, veuillez lire: "Sous le numéro trois cent vingt-neuf (Ptie 329)" au lieu de "Sous le numéro trois cent neuf (Ptie 309)". 2781-o

District of Richelieu. Jules Allard; vs Bernadette Richard.

In the notice of a Sheriff's sale published in the *Quebec Official Gazette* of May 21st, 1938, on page 1880, on the last line of paragraph No. 3, read: "Under number three hundred and twenty-nine (Pt. 329)" instead of "Under number three hundred and nine (Pt. 309)". 2782

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "West End Land Company" a passé une résolution, en date du vingt avril 1938, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. C. F. Ritchie, a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,
2749—o Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "West End Land Company", has passed a resolution, dated the twentieth of April, 1938, declaring that the affairs of the company will be voluntarily wound up, that the company will be dissolved, pursuant to the provisions of the act respecting the voluntary Winding-up of Joint Stock Companies, and that Mr. C. F. Ritchie, has been named liquidator of the said company.

JEAN BRUCHESI,
2750 Under Secretary of the Province.

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Syndicat d'élevage de chevaux belges de Montmagny", ayant sa principale place d'affaires à St-Pierre de Montmagny.

Québec, le 19 mai 1938.

Le sous-Ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Papineau, sous le nom de "Syndicat d'élevage de chevaux belges de Thurso", avec sa principale place d'affaires à Thurso.

Québec, le 20 mai 1938.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,
2755-o ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Montmagny, under the name of "Syndicat d'Elevage de chevaux belges de Montmagny", having its head office at St-Pierre de Montmagny.

Quebec, May 19, 1938.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Papineau, under the name of "Syndicat d'élevage de chevaux belges de Thurso", with its head office at Thurso.

Quebec, May 20, 1938.

ALBERT RIOUX,
2756 Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Jean Meunier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Zacharie Martin, en son vivant notaire pratiquant à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Québec, le 19 mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
2695—20-5-o Sous-secrétaire de la Province

Notarial Minutes

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented by Mr. Jean Meunier, Notary, residing and practising at Saint Jean, judicial District of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Zacharie Martin, in his lifetime, Notary, practising at Saint-Jean, judicial District of Iberville.

Quebec, May 19th, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2696—20-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 29 avril 1938.

M. A.-P. Marchand, de la cité de Québec: inspecteur vérificateur au bureau du revenu de Montréal.

Québec, le 1er mai 1938.

M. C.-E. Courchesne, ingénieur civil: chef adjoint de district pour le ministère de la voirie.

M. Jos. Lapointe, de la cité de Québec: chef de service au département de la voirie.

Québec, le 16 mai 1938.

M. le docteur Armand Tanguay, de Bedford: pour agir conjointement avec monsieur W. McNamara, le titulaire actuel, comme régistrateur de la division d'enregistrement de Missisquoi, sous le nom de McNamara et Tanguay.

2777-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 29th, 1938.

Mr. A. P. Marchand, of the city of Quebec: inspector-auditor at the Revenue Office of Montreal.

Quebec, May 1st, 1938.

Mr. C. E. Courchesne, civil engineer: district joint chief for the Roads Department.

Mr. Jos. Lapointe, of the city of Quebec: chief of service in the Roads Department.

Quebec, May 16th, 1938.

Doctor Armand Tanguay, of Bedford: to act jointly with Mr. W. McNamara, the present titular, as registrar of the registration division of Missisquoi, under the name of McNamara and Tanguay.

2778

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE SAINT-JÉRÔME

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions seront reçues par le soussigné, jusqu'à QUATRE heures de l'après-midi le TREIZIEME jour de JUIN 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations de la Ville de Saint-Jérôme, au montant de $25,000.00 portant intérêt au taux de 3½%, remboursables par série, jusqu'au premier juin 1958.

Ces obligations sont émises en vertu du règlement No 293 Nouvelle Série et seront datées du premier juin 1939.

L'intérêt est payable semi-annuellement à la Banque Canadienne Nationale à Saint-Jérôme ou à son bureau-chef à Montréal.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La Ville de Saint-Jérôme ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Saint-Jérôme, ce vingtième jour de mai 1938.

Le Greffier de la Ville,
EMILE MARTIN.

2751-o

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF SAINT JEROME

Public notice is hereby given, that tenders shall be received by the undersigned, until FOUR o'clock in the afternoon, JUNE, THIRTEENTH, 1938, for the purchase of an issue of bonds of the Town of Saint Jerome, of $25,000.00 bearing interest at the rate of 3½%, redeemable serially to the first of June, 1958.

These bonds are issue under By-Law No. 293 New Series and wi l be dated First of June, 1939.

Interest is payable semi-annually at La Banque Canadienne Nationale at Saint Jerome or at its head-office at Montreal.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

The Town of Saint Jerome does not obligate itself to accept the lowest nor any of the tenders received.

Saint Jerome, this twentieth day of May, 1938.

EMILE MARTIN,
Town Clerk.

2752-o

Ventes par licitation

AVIS est donné qu'en vertu du jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL, 1938, dans une cause dans laquelle LEOPOLD ROY, contracteur, dans la cité de St-Jean, district d'Iberville, est demandeur; et OMER HARBEC de la paroisse de St-Cœur-de-Marie, et ARSENE HARBEC, de Chambly-Canton; et Dame ANNA HARBEC, veuve de feu Cyrille Perreault, de Verdun, tous du district de Montréal, et Dame FRIDA HARBEC, épouse de Charles Harbec de Sylvertown, Oregon, un des Etats-Unis d'Amérique et ledit Charles Harbec pour autoriser cette dernière aux fins des présentes, sont défendeurs,

ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:—

Une terre dans la paroisse de St-Cœur-de-Marie, comté de Chambly, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly, comme étant la partie du lot numéro trois cent quinze (315) mesurant quatre arpents plus ou moins de largeur, sur la profondeur dudit lot, cette terre étant bornée en front par la rivière Richelieu, en arrière par la propriété appartenant à J.-H. Howard, d'un côté par le numéro trois cent quatorze (314) et de l'autre côté par le résidu dudit lot trois cent quinze (315)—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur par le protonotaire de la Cour Supérieure de Montréal, ou par un de ses députés, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, 1938, à DIX heures et DEMIE du matin (heure d'été) à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du St-Cœur-de-Marie, en la municipalité du Canton de Cham-

Winding up Notices

NOTICE is hereby given that in virtue of a jugement of the Superior Court sitting at Montreal, said district, on the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1938, in a case wherein LEOPOLD ROY, contractor, in the City of St-John, district of Iberville, is plaintiff; and OMER HARBEC, of the Parish of St-Cœur de Marie, ARSENE HARBEC, of Chambly-Canton; Dame ANNA HARBEC, widow of the late Cyrille Perreault, of Verdun, all of the district of Montreal, and Dame FRIDA HARBEC, wife of Charles Harbec, of Sylvertown, Oregon, one of the United States of America, and the said Charles Harbec to authorize his wife for the purposes hereof, are defendants,

ordering the licitation of certain immoveable described as follows:—

A lot of land in the Parish of St-Cœur de Marie, Chambly County, known and designated on the official plan and book of reference of the Parish of St-Joseph de Chambly, as being part of lot number three hundred and fifteen (315) measuring four arpents more or less in width by the depth of the said lot, the said lot of land being bounded in front by the Richelieu River, in rear by the property belonging to J. H. Howard, on one side by the number three hundred and fourteen (314) and on the other side by the residue of the said lot three hundred and fifteen (315)—with the buildings thereon erected.

The hereabove designated immovable will be put up for auction and adjuged to the highest and last bidder by the Prothonotary of the Superior Court, in Montreal, or by one of his deputies, on the TWENTY-NINTH day of June, 1938, at half past ten in the morning (Daylight's Saving Time) at the parochial church door of St-Cœur de Marie, in the Municipality of Chambly

bly, comté de Chambly, conformément au jugement rendu par l'honorable juge Décary, le 17e jour de mai, 1938, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $700 sera exigé de tout enchérisseur.

Montréal, le 17 mai 1938.

Le procureur du demandeur,
2637—20-2-o IVAN SABOURIN.

Canton, Chambly county, in conformity with the Judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Decary, on the 17th day of May, 1938, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of $700 shall be required from each bidder.

Montreal, May 17th, 1938.

IVAN SABOURIN,
2638—20-2-o Attorney for plaintiff.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 14 avril 1938, dans une cause portant le No 7555, dans laquelle HILAIRE FAUBERT, chauffeur d'automobile, ROSARIO FAUBERT, commis, LEDA FAUBERT, épouse contractuellement séparée de biens de Michel Fournier, artisan, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous quatre des cité et district de Montréal, EUCLIDE FAUBERT, EUREMI FAUBERT et GERARD FAUBERT, tous trois journaliers de la ville de Léry, district de Beauharnois, sont demandeurs, et ALDERIC FAUBERT, TELESPHORE FAUBERT et ALBINA FAUBERT, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, et PHILORUM FAUBERT, de la ville de Léry, district de Beauharnois, sont défendeurs, et DAME GEORGIANA DUGAS, veuve de Frédéric Faubert, en son vivant, menuisier, de la ville de Léry, district de Beauharnois, est mise en cause,—ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit: savoir: "Un emplacement sis et situé en la ville de Léry, connu et désigné sur le plan et le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Joachim de Chateauguay, comté de Chateauguay, sous le numéro trois cent dix-huit (No. 318) avec quatre bâtisses dessus construites," l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE JUIN 1938, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée) au bureau du Protonotaire, dans le Palais de Justice de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudicaiton; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Salaberry de Valleyfield, 6 mai 1938.

Les procureurs des demandeurs,
2361-19-2-o JULIEN & JULIEN.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the 14th of April, 1938, in a cause bearing number 7555, wherein HILAIRE FAUBERT, automobile chauffeur, ROSARIO FAUBERT, clerk, LEDA FAUBERT, wife separate as to property by marriage contract of Michel Fournier, workman, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, all four of the city and district of Montreal, EUCLIDE FAUBERT, EUREMI FAUBERT and GERARD FAUBERT, all three labourers of the town of Léry, district of Beauharnois, are plaintiffs, and ALDERIC FAUBERT, TELESPHORE FAUBERT and ALBINA FAUBERT, spinster of age, all three of the city and district of Montreal, and PHILORUM FAUBERT, of the town of Léry, district of Beauharnois, are defendants, and DAME GEORGIANA DUGAS, widow of Frédéric Faubert, in his lifetime, carpenter, of the town of Léry, district of Beauharnois, is *mis-en-cause*, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit: "An emplacement being and situate in the town of Léry, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Joachim de Chateauguay, county of Chateauguay, under number three hundred and eighteen (No. 318)—with four buildings thereon erected." The above described immoveable shall be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH of JUNE, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), at the office of the Prothonotary, in the Court House of Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, May 6th, 1938.

JULIEN & JULIEN,
2362-19-2 Attorneys for the Plaintiffs.

Province de Québec, district de Hull. No 6086, Cour Supérieure, Dame Emma Nitschke, demanderesse vs Hugo Nitschke *es-qual.*, et *al.*, défendeurs.

AVIS

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans les cité et district de Hull, le 19 mai 1938, dans une cause dans laquelle Dame Emma Nitschke, veuve de feu Charles Widstock, de son vivant fermier du canton de Templeton, dit district, est la demanderesse et Hugo Nitschke, en sa qualité de tuteur à Béatrice Widstock, mineure, du canton de Templeton, et Achille Ricard, grand connétable de la cité et district de Hull, en sa qualité de curateur à Stanley Widstock, mineur émancipé, et le dit Stanley Widstock, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"une ferme située dans le canton de Templeton, comté de Hull, et étant composée de la moitié nord du lot six-A (6-A) du rang un (1) du dit canton; d'un emplacement partie du lot six-C (6-C) du rang deux (2) du dit canton et situé entre la voie du C.P.R. et le lot six-B (6-B) du dit rang, dit canton, contenant en superficie vingt-deux acres (22) plus ou moins; du lot six-D (6-D) du rang deux (2) dit canton et la moitié nord du lot six-B (6-B) du rang un (1) du dit canton, le tout suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels du canton de Templeton, avec les bâtisses dessus érigées";

"un emplacement boisé étant le No un-A (1-A) du rang No onze (11) suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels pour le canton de Hull";

"Une ferme située dans le canton de Bowman, dans le comté de Papineau et composée des lots neuf-B, dix-B, douze-B et seize-B (9-B, 10-B, 12-B et 16-B) tous dans le rang No quatre (4) dudit canton et les lots quinze-B, seize-A, seize-B et dix-sept (15-B, 16-A, 16-B et 17) tous dans le rang No cinq (5) du dit canton le tout suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels du canton de Bowman, avec les bâtisses dessus érigées".

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1938, à DIX heures ET DEMIE du matin, au bureau du protonotaire au Palais de Justice en la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Hull, le 23 mai 1938.

Le procureur de la demanderesse,

2759—21-2-o WILLIAM-M. MAZUR.

Province of Quebec, district of Hull, No. 6086, Superior Court. Dame Emma Nitschke, Plaintiff vs Hugo Nitschke *es-qual.*, *et al.*, Defendants.

NOTICE

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment rendered in the Superior Court, sitting in and for the district of Hull, on the 19th of May, 1938, in a case wherein Dame Emma Nitschke, widow of the late Charles Widstock, in his life time farmer of the township of Templeton, said district, is plaintiff, and Hugo Nitschke, in his quality of Tutor to Beatrice Widstock, minor, of the township of Templeton, and Achille Ricard, high constable of the City and district of Hull, in his quality of curator to Stanley Widstock, of the township of Templeton, emancipate minor, and the said Stanley Widstock are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

"a farm situated in the township of Templeton, county of Hull, and being composed of the north half of lot six-A (6-A) in the first range (1st), said township; of that parcel of land forming part of lot six-C (6-C) in the second range (2nd) lying between the C.P.R. and lot six-B (6-B) in the said range, said township, containing (22) twenty-two acres more or less; and also of that other piece of land composed of lot six-D (6-D) of the second (2nd) range, and of the north half of lot six-B (6-B) in the first (1st) range in the township of Templeton aforesaid, the whole according to the official Plan and Book of Reference for the said township of Templeton, with buildings thereon erected";

"also a certain bush lot number one-A (1-A) in the eleventh (11th) range of the township of Hull",

"also a farm situated in the township of Bowman in the county of Papineau composed of lots nine-B, ten-B, twelve-B and sixteen-B (9-B, 10-B, 12-B and 16-B) in the fourth (4) range and also of lots fifteen-B, sixteen A, sixteen-B and seventeen (15-B, 16-A, 16-B and 17) in the fifth (5th) range of the said township of Bowman and buildings thereon erected".

The hereinabove described immoveables shall put to auction and adjudged at the highest and last bidder on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1938, at HALF PAST TEN in the morning at the office of the Prothonotary at the Court House, in the City of Hull, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions with the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Hull, May the 23rd, 1938.

WILLIAM M. MAZUR,

2760—21-2-o Attorney for Plaintiff.

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE DE HUNTINGDON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Erle C. Martin, secrétaire-trésorier de la ville de Huntingdon, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'encan public au bureau du conseil, dans l'édifice du conseil de comté, Huntingdon, Qué., le TREIZIEME jour de JUIN, dix-neuf cent trente-huit, à DIX heures du matin, pour le paiement des taxes municipales, avec intérêt, mentionnées dans la liste ci-dessous, et aussi pour le paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêt et frais ne soient payés avant la vente.

Succession Dame John Currie. Ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon sous le numéro trois cent quatre (304) avec les édifices sus-érigés.

Taxes municipales	$72.00
Intérêt	6.70
	$78.70

Donné à Huntingdon, Qué., ce 10ème jour de mai 1938.

Le secrétaire-trésorier,
E.-C. MARTIN.

2639-20-2

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF HUNTINGDON

Public notice is hereby given by the undersigned Erle C. Martin, Secretary-treasurer of the town of Huntingdon, that the property hereinafter described will be sold at public auction at the office of the Council, in the County Building, Huntingdon, Que., on the THIRTEENTH day of JUNE, nineteen hundred and thirty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes with interest, mentioned in the hereunder statement, and also the payment of the costs, unless these taxes, interest, and costs, are paid before the sale.

Estate Mrs. John Currie. That lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Huntingdon under the number three hundred and four (304) with the buildings thereon erected.

Municipal taxes	$72.00
Interest	6.70
	$78.70

Given at Huntingdon, Que., this 10th day of May, 1938.

E. C. MARTIN,
Secretary-treasurer.

2640-20-2-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 11 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 mai 1938.

Concernant une convention collective de travail entre les employés de garages de Québec et un certain nombre de propriétaires de garages.

No 765

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 11 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail, (1 Geo. VI, chapitre 49, amendé par 2 Geo. VI, bill 19), le Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec et un certain nombre de propriétaires de garage lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc., district de Québec, qui, avec leur consentement, se substitue aux personnes, association ou corporations suivantes, déjà parties contractantes:

Côté & Côté, Enrg., Wilfrid Asselin, P.-L. Lortie, Limitée, Morrisset & Frères, J.-L. Drolet Automobile Ltée, Giguère Automobile Ltée, Motors Limited, J.-S. Ruelland, Laurentide Automobile Incorporée, Léon Drolet & Fils Enrg., auxquels se sont joints:

Elisé Paquet, Gérard Guay, Roméo Fournier, Guilmette Service, Lucien Forest, Beaulieu & Filion Enrg., Donat Careau, General Automobile

Order in Council

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 11th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 13th, 1938.

Concerning a collective labour agreement between the garage employees of Quebec and a certain number of garage owners.

No. 765

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 11th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the "Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec' and a certain number of garage owners have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc.," district of Quebec, which, with their consent, substituted itself to the following persons, associations or corporations, already contracting parties:

Côté & Côté, Enrg., Wilfrid Asselin, P.-L. Lortie, Limitée, Morrisset & Frères, J.-L. Drolet Automobile Ltée, Giguère Automobile Ltée, Motors Limited, J.-S. Ruelland, Laurentide Automobile Incorporée, Léon Drolet & Fils Enrg., to which have joined the following:

Elisé Paquet, Gérard Guay, Roméo Fournier, Guilmette Service, Lucien Forest, Beaulieu & Filion Enrg., Donat Careau, General Automobile

Supply Reg'd., C.-J. Parent, Quebec Garage, Garage Beaudet G. Marcel Lagueux, Emile Cliche, Boutet & Fils, Ernest Tremblay, Jos. Lortie, Alphonse Dion, Simard & Gingras, Henri Laliberté, Auto Service Reg'd., J.-Emile Gosselin, Michaud Tire Shop, Chs. Lirette Enrg., Marcel Rochette, Eug. Mainguy, Paul-Emile Couture, André Belleau, McNicoll Automobile Inc., Antonio Auclair, Fortier & Vézina,

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des employés de garage de Québec,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes qui lieront les employeurs professionnels, les employeurs et les salariés visés dans la juridiction industrielle et commerciale précisée par l'article II du présent décret; ces nouvelles dispositions tiennent lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 décembre 1937.

I. *Définitions: a.* Le terme "employeur professionnel" désigne un employeur qui habituellement a à son emploi des salariés pour le genre de travail qui fait l'objet du présent décret.

b. Le terme "employeur" comprend tout individu, société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage régi par le présent décret.

c. Le terme "salarié" comprend tout apprenti manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis et employé qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le présent décret.

II. *Juridiction:* La juridiction sera à la fois de nature industrielle et commerciale:

a. Juridiction industrielle: Sont classés sous cette juridiction tous les garages, ateliers, boutiques où les véhicules moteurs, au complet ou en partie sont réparés et où s'exécutent, par la main-d'œuvre salariée, pour le compte d'autrui ou pour le compte d'un employeur, qu'il s'agisse d'une personne, d'une association ou d'une corporation, tous travaux afférents à la réparation ou à l'entretien ou à la démolition des voitures automobiles de promenade, de camionnage ou de transport en commun tels que: travaux de mécanique, d'électricité, de débossage, de capitonnage, de vernissage, de peinturage, de vitrage, de fabrication de carrosserie en bois ou acier, de ressorts, de batteries, de rectification de cylindres, d'ajustement des freins et autres travaux similaires.

Le Garage de la Municipalité de Québec, où les salaires ont été fixés par décision arbitrale

Supply Reg'd., C.-J. Parent, Quebec Garage, Garage Beaudet, G. Marcel Lagueux, Emile Cliche, Boutet & Fils, Ernest Tremblay, Jos. Lortie, Alphonse Dion, Simard & Gingras, Henri Laliberté, Auto Service Reg'd., J.-Emile Gosselin, Michaud Tire Shop, Chs Lirette Enrg., Marcel Rochette, Eug. Mainguy, Paul-Emile Couture, André Belleau, McNicoll Automobile Inc., Antonio Auclair, Fortier & Vézina,

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec",
be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas objections have been presented against the said request and that they have been submitted to the appreciation of the contracting parties;

Consequently the Honourable Minister of Labour, recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act with however, the new following provisions that shall bind the professional employers, the employers and the salaried persons contemplated in the industrial and commercial jurisdictions as determined by Section II of the present decree; those new provisions are substituted to the provisions given in the *Quebec Official Gazette* of the 31st of December 1937:

I. *Definitions: a.* The term "professional employer" designates an employer who usually has at his employ salaried persons for the kind of work contemplated by the present decree.

b. The term "employer" comprises any individual, society, firm or corporation contracting an hiring of work governed by the present decree.

c. The term "salaried person" comprises any apprentice, labourer or non-qualified worker, qualified worker or journeyman, artisan, clerk and employee who performs individually, in shift or in society, any work governed by the present decree.

II. *Jurisdiction:* The jurisdiction shall be both of an industrial and of a commercial nature:

a. Industrial jurisdiction: Are classed under this jurisdiction all the garages, shops, workshops where motor vehicles, in whole or in parts, are repaired and where are performed, by paid workmanship, for others or for the account of an employer, whether it be a person, an association or a corporation, all works pertaining to the repairing and to the maintenance or to the demolishing of auto-cars affected to touring, trucking or public transport as mechanical, electrical, straightening, padding, varnishing, painting, glazing works, of manufacturing of wood or steel, bodies, of springs, of batteries, of rectification of cylinders, of brake adjustments and all other similar works.

The Garage of the Municipality of Quebec, where the wages have been set by arbitral decision

en vertu de la Loi de concialition et d'arbitrage, ne fait pas partie de la présente juridiction industrielle.

b. Juridiction commerciale: Sont classés sous cette juridiction toutes les stations commerciales de service et de rémisage, comprenant les garages de remisage d'automobiles, les postes de vente d'essence, de lubréfiant, d'accessoires d'automobiles; les endroits où on lave les autos de tous genres, où on les "simonize", où l'on graisse, où l'on change et répare les chambres à air, où l'on fait le service d'accumulateurs et tout ce qu'on est convenu d'appeler les services de route, ainsi que divers services d'urgence et notamment le remplacement des courroies d'éventail, de bougies, de boyaux de radiateurs, de nettoyage de carburateur et de radiateur et d'installation et d'ajustement d'accessoires pour voitures automobiles et travaux similaires.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale pour les fins d'application de la présente convention comprend deux zones:

Zone I: Les cités de Québec et de Lévis et un périmètre de 10 milles de rayon de leurs limites.

Zone II: Les comtés suivants: comté de Québec, de Lévis, de Montmorency, de Portneuf, de Beauce, de Lotbinière, de Dorchester, de Bellechasse et Montmagny, à l'exception du territoire couvert par la zone I.

IV. *Salaires:* 1. *Zone I: i. Etablissements industriels: Salaire à l'heure ou à la semaine:* Dans les garages de la zone I, appartenant à la juridiction industrielle (paragraphe "*a*" de l'article I) le taux horaire ou les salaires à la semaine seront les suivants:

	Par semaine
Préposé en charge des pièces de rechange	$25.00
	de l'heure
Mécanicien	$ 0.45
Ajusteur	0.45
Machiniste	0.45
Electricien	0.45
Débosseur	0.45
Charron	0.45
Forgeron	0.45
Soudeur	0.45
Peintre	0.40
Vitrier	0.40
Bourreleur	0.40
Préposé aux accumulateurs	0.40
Graisseur	0.35
Vulcanisateur	0.35
Aide non-qualifié	0.30

Par aide non-qualifié, il faut entendre l'homme à faire tout ouvrage non-qualifié.

Apprentissage: Dans les établissements de juridiction industrielle les apprentis seront rémunérés aux taux horaires suivants:

1ère année	$ 0.15
2ème année	0.20
3ème année	0.25
4ème année	0.30

ii. Etablissements commerciaux: Dans les établissements de la Zone I, appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "*b*' de l'article I), les hommes de service, les vendeurs d'essence, les laveurs et généralement les hommes qui font indifféremment les travaux mentionnés au paragraphe "*b*" de l'article I, ainsi que ceux qui font accidentellement du travail de caissier, recevront un salaire minimum de $0.25 de l'heure pour les premiers six mois à compter de la mise en vigueur de cette convention et de $0.27 de l'heure pour les mois subséquents.

under the Counciliation and Arbitration Act, is not comprised in the present industrial jurisdiction.

b. Commercial jurisdiction: Are classed under this jurisdiction all the commercial service and storage stations, including the garages storing automobiles, the stations supplying gasoline, lubricants automobile accessories; the places where all kind of cars are washed, "simonized", greased, where inner tubes are changed and repaired, where the battery service is done and all that is agreed to be called route service, as well as miscellaneous emergency services and specially the replacing of fan belts, spark plugs, radiator hoses, carburator and radiator cleaning and the fixing and adjusting of automobile accessories and similar works.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction for the enforcement of the present agreement is divided in two zones:

Zone I: The cities of Quebec and of Levis and a perimeter of 10 miles of radius from their limits;

Zone II: The following counties: the counties of Quebec, Levis, Montmorency, Portneuf, Beauce, Lotbinière, Dorchester, Bellechasse and Montmagny, with the exception of the territory comprised in Zone I.

IV. *Wages:* 1. *Zone I: i. Industrial establishments: Wages by the hour or by the week:* In the garages of Zone I, pertaining to the industrial jurisdiction (paragraph "*a*" of Section I), the hourly rates or the wages by the week shall be the following:

	Per week
Man in charge of replacing parts	$25.00
	Per hour
Mechanic	0.45
Fitter	0.45
Machinist	0.45
Electrician	0.45
Body man	0.45
Wheelwright	0.45
Blacksmith	0.45
Welder	0.45
Painter	0.40
Glazier	0.40
Upholstery maker	0.40
Battery man	0.40
Oiler	0.35
Vulcanizer	0.35
Non-qualified help	0.30

By non-qualified help, it is meant the man who makes all non-qualified works.

Apprenticeship: In the establishment of industrial jurisdiction, the apprentices shall be paid the following hourly rates:

1st year	$0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30

ii. Commercial establishments: In the establishments of Zone I, pertaining to the commercial jurisdiction (paragraph "*b*" of Section I), the service men, the gas sellers, the washermen and generally the men performing indifferently the works mentioned in paragraph "*b*" of Section I, as well as those being accidentally at the cash, shall receive the minimum rate of $0.25 per hour for the first six months from the coming into force of this agreement and of $0.27 for the subsequent months.

Dans les établissements de juridiction commerciale, le salaire des débutants sera de $0.20 de l'heure pour la première année.

iii. Salaires ou tarifs à contrat: Dans les garages appartenant à la juridiction industrielle ou à la juridiction commerciale de la Zone I, les employeurs qui contractent un louage d'ouvrage pour des travaux afférents à la présente convention ne devront pas payer à l'employeur professionnel ou au salarié une rémunération inférieure à:

$1.00 de l'heure entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.
1.10 de l'heure entre 6.00 p.m. et 11.00 p.m.
1.50 de l'heure entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m.
1.00 pour le graissage d'une voiture automobile,
1.00 pour le lavage d'une voiture automobile,
0.50 pour la réparation d'une chambre à air, y compris démontage et remontage.

2. *Zone II. i. Etablissements industriels : Salaires à l'heure:* Dans les garages de la Zone II, appartenant à la juridiction industrielle (paragraphe "*a*" de l'article I) le taux horaire de $0.30 devra être payé aux ouvriers de métier, à savoir aux mécaniciens, aux ajusteurs, aux machinistes, aux électriciens, aux débosseurs, aux charrons, aux forgerons, aux soudeurs, aux peintres, aux vitriers, aux bourreleurs, aux préposés aux accumulateurs, aux graisseurs et aux vulcanisateurs.

Les assistants recevront un salaire minimum de $0.25 de l'heure.

Apprentissage: 1. *a.* Dans les établissements de juridiction industrielle les apprentis seront rémunérés aux taux horaires suivants:

1ère année	$ 0.10
2ème année	0.15
3ème année	0.20
4ème année	0.25

ii. Etablissements commerciaux: Dans les établissements de la Zone II, appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "*b*" de l'article I), les employés devront recevoir un taux minimum de $0.25 de l'heure.

Les débutants seront payés suivant l'échelle des salaires affectant l'apprentissage des établissements industriels de la même zone.

iii. Salaires ou tarifs à contrat: Dans les garages appartenant à la juridiction industrielle ou commerciale de la zone II, les employeurs qui contractent un louage d'ouvrage pour des travaux afférents à la présente convention ne devront pas payer à l'employeur professionnel ou au salarié une rémunération inférieure à:

$0.65 de l'heure entre 7.00 a.m. et 11.00 p.m.
0.75 de l'heure entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m.
0.75 pour le graissage d'une voiture automobile,
0.50 pour le lavage d'une voiture automobile,
0.35 pour la réparation d'une chambre à air, y compris démontage et remontage.

3. Les établissements appartenant à la juridiction commerciale qui utiliseront les services d'ouvriers de métier mentionnés dans le barème des salaires des établissements industriels devront payer ces ouvriers le même taux que les établissements industriels proprement dits. De même, les employés travaillant dans des établissements de la juridiction industrielle à des travaux qui appartiennent à la juridiction commerciale seront payés d'après le barème des établissements commerciaux.

V. *Règlements généraux d'apprentissage:* 1. *a.* Dans les établissements de juridiction industrielle, il n'y aura pas plus de un (1) apprenti

In the establishments of commercial jurisdiction, the wages of beginners shall be $0.20 per hour for the first year.

iii. Wages or rates by contract: In the garages pertaining to the industrial or to the commercial jurisdiction of Zone I, the employers contracting an hiring of work for job relating to the present agreement shall not pay the professional employer or salaried person, a remuneration inferior to:

$1.00 per hour between 7 A.M. and 6 P.M.
1.10 per hour between 6.00 P.M. and 11.00 P.M.
$1.50 per hour between 11.00 P.M. and 7.00 A.M.
$1.00 for the greasing of an auto-car,
$1.00 for the washing of an auto-car,
$0.50 for the repairing of an inner tube, including the removing and the replacing.

2. *Zone II. i. Industrial establishments : Wages by the hour :* In the garages of Zone II, pertaining to the industrial jurisdiction (paragraph "*a*" of Section I), the hourly rate shall be $0.30 for qualified workmen, viz. the mechanics, the fitters, the machinists, the electricians, the body men, the wheelwrights, the blacksmiths, the welders, the painters, the glaziers, the upholstery makers, the battery men, the oilers and the vulcanizers.

The assistants shall receive a minimum wage of $0.25 per hour.

Apprenticeship : 1. a. In the establishments of industrial jurisdiction, the apprentices shall be paid the following hourly rates:

1st year	$0.10
2nd year	0.15
3rd year	0.20
4th year	0.25

ii. Commercial establishments : In the establishments of Zone II, pertaining to the commercial jurisdiction (paragraph "*b*" of Section I), the employees shall receive a minimum rate of $0.25 per hour.

The beginners shall be paid according to the scale of wages governing the apprenticeship in the industrial establishments of the same zone.

iii. Wages or rates by contract : In the garages of industrial or commercial jurisdiction in Zone II, the employers contracting an hiring of work for job relating to the present agreement shall not pay the professional employer or salaried person a remuneration inferior to:

$0.65 per hour between 7.00 A.M. and 11.00 P.M.
$0.75 per hour between 11.00 P.M. and 7.00 A.M.
$0.75 for the greasing of an auto-car,
$0.50 for the washing of an auto-car,
$0.35 for the repairing of an inner tube, including the removing and the replacing.

3. Establishments pertaining to the commercial jurisdiction employing the services of qualified workmen mentioned in the scale of wages of industrial establishments shall pay those workmen the same rates as industrial establishments properly so called. Likewise, employees working in establishments of industiral jurisdiction on jobs pertaining to commercial jurisdiction shall be paid according to the scales of commercial establishments.

V. *General by-laws of apprenticeship :* 1. *a.* In the establishments of industrial jurisdiction, there shall not be more than one (1) apprentice

par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre. Cette proportion du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés pris en bloc; cette disposition ne s'applique pas à la zone II.

b. Dans les établissements de juridiction commerciale, il n'y aura pas plus de un (1) apprenti par deux hommes de service. Toutefois, dans ces établissements où il n'y a qu'un homme de service, il sera permis d'avoir un apprenti; cette disposition ne s'applique pas à la zone II.

2. Aucun apprenti ne pourra être accepté avant 16 ans révolus. Il devra avoir terminé au moins sa cinquième année de cours élémentaire.

VI. *Durée du travail: a.* Dans les garages des zones I et II, appartenant à la juridiction industrielle de la convention, la durée du travail sera la suivante:

1. La journée régulière de travail est de neuf (9) heures et la semaine de cinquante-quatre (54) heures ; cette disposition ne s'applique pas aux préposés aux pièces de rechange.

2. Durant la journée les heures de travail seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

3. Dans la soirée, les heures de travail seront réparties entre 6.00 p.m. et 11.00 p.m. et les taux de salaires seront majorés de 10%.

4. Durant la nuit, les heures seront réparties entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m. et les taux de salaires seront majorés de 50%.

5. Dans le cas de la double équipe, de 6.00 p.m. à 3.30 a.m., le taux régulier du salaire sera majoré de 10%, et de 3.30 à 7.00 a.m., le taux régulier sera augmenté de 50%.

6. A minuit, une demi-heure sera accordée pour le casse-croûte.

b. Dans les établissements des zones I et II, appartenant à la juridiction commerciale, la durée du travail sera la suivante:

1. La semaine régulière de travail pour tous les employés dans les établissements de juridiction commerciale sera de soixante (60) heures d'ouvrage pour six jours de travail.

2. Dans lesdites stations, qui demeurent ouvertes jour et nuit, le travail pourra être réparti entre deux équipes d'employés allouant soixante (60) heures à l'équipe de jour et soixante-douze (72) heures à l'équipe de nuit, sans qu'il soit nécessaire de payer le salaire sur la base de taux et demi.

c. Un établissement de juridiction industrielle s'occupant d'affaires commerciales sera assujetti en ce qui touche la durée du travail aux dispositions en vigueur dans les établissements commerciaux pour les seules activités intéressant sa partie commerciale.

De même, des établissements commerciaux ayant accidentellement des activités industrielles seront assujettis en ce qui touche ses activités aux dispositions relatives à la durée du travail en vigueur dans les établissements industriels.

d. Dans les établissements de juridiction industrielle ou commerciale, il n'y aura pas de travail le dimanche non plus que les fêtes d'obligations, le jour de la Fête du travail et le Jour de la St-Jean-Baptiste.

Nonobstant le paragraphe précédent, ces établissements, en ce qui touche la partie commerciale proprement dite, tel que la vente d'essence ou d'huile, la réparation des chambres à air, le remisage des autos, pourront continuer leurs activités les plus urgentes, d'accord avec les dispositions de la Loi fédérale du repos dominical.

De même, les compagnies d'utilité publique qui opèrent elles-mêmes un garage pourront faire

for five (5) journeymen or fraction thereof. This proportion of the number of apprentices shall be understood as for qualified trades considered as a whole; this provision does not apply to Zone II.

b. In the establishments of commercial jurisdiction, there shall be not more than one (1) apprentice for two service men. However, in establishments where there is but one service man, it shall be allowed to have one apprentice; this provision does not apply to Zone II.

2. No apprentice shall be accepted before having 16 years of age. He shall have finished at least his fifth elementary grade.

VI. *Duration of labour: a.* In the garages of Zones I and II, pertaining to the industrial jurisdiction of this agreement, the duration of labour shall be the following:

1. The regular day of work is nine (9) hours and the week of fifty-four (54) hours; this provision does not apply to the men charged with the replacing parts department.

2. During the day, the hours of work shall be distributed between 7.00 A.M. and 6.00 P.M.

3. During the evening, the hours of work shall be distributed between 6.00 P.M. and 11.00 P.M. and the rates of wages shall be increased by 10%.

4. During the night, the hours shall be distributed between 11.00 P.M. and 7.00 A.M. and the rates of wages shall be increased by 50%.

5. In the case of double shift, from 6.00 P.M. and 3.30 A.M., the regular rates of wages shall be increased by 10%, and from 3.30 to 7.00 A.M., the regular rate shall be increased by 50%.

6. At midnight, half an hour shall be allowed for a light lunch.

b. In the establishments of Zones I and II, pertaining to the commercial jurisdiction, the duration of work shall be the following:

1. The regular week of work for all the employees of the establishments of commercial jurisdiction shall be of sixty (60) hours of work for six working days.

2. In stations open day and night, the work shall be distributed between two shifts of employees allowing sixty (60) hours for the day shift and seventy-two (72) hours for the night shift, without any necessity to pay wages on the base of time and one half.

c. An establishment of industrial jurisdiction doing commercial transactions shall be governed insofar as the duration of labour is concerned, by the provisions in force in commercial establishments for the only activities concerning its commercial side.

Likewise, commercial establishments accidentally doing industrial activities shall be governed insofar as their activities are concerned to the provisions relating to the duration of labour in force in industrial establishments.

d. In the establishments of industrial or commercial jurisdiction, there shall be no work on Sunday not more than on holidays, the Labour Day and the St. John Baptist Day.

Notwithstanding the preceding paragraph, those establishments, so far as its properly so called commercial side is concerned, as the sale of gasoline or oil, the repairing of inner tubes, the storing of autos, may continue its most urgent activities, in conformity with the provisions of the Federal Lord Day's Act.

Likewise, public utility companies operating a garage for themselves, may execute their

leurs réparations d'extrême urgence, d'accord avec les dispositions de la même loi fédérale.

VII. *Dispositions générales:* 1. Tout travail, pour le compte d'autrui, exécuté au domicile du client d'un employeur professionnel ou ailleurs est interdit à l'employé pendant et après la journée régulière de travail.

2. Tout salarié qui travaille déjà au moins 30 heures par semaine pour le compte d'un employeur professionnel ou d'un employeur, ne peut exécuter pour son propre compte, du travail artisannal appartenant à la juridiction industrielle ou commerciale indiquée au paragraphe "*a*" et "*b*" de l'article II; cette disposition ne s'applique qu'à la zone I.

3. En cas d'arrêt de travail motivé par une cause indépendante de la volonté du salarié, les employés devront être libres de quitter l'établissement.

4. Le salaire de tout employé ou ouvrier devra être payé chaque semaine ou chaque quinzaine.

5. Les parties contractantes s'engagent à reconnaître l'atelier ouvert.

6. Tout salarié appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière aura droit au salaire d'au moins quatre heures par jour; lorsqu'un salarié est employé à l'heure, l'employeur devra lui donner une journée d'avis s'il veut se libérer de ses services; ce paragraphe s'applique exclusivement à la zone I.

7. Si appelé pour une certaine heure, l'employé est obligé d'attendre qu'on l'emploie, il a droit d'être payé pour ce temps d'attente. Les heures de travail comprennent le temps durant lequel l'employé est à la disposition du patron et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition de l'employé pour prendre ses repas ne sera pas compté dans les heures de travail.

8. Le costume uniforme spécial requis par le patron doit être payé par celui-ci; les autres uniformes exigés par le patron, tels que salopettes, jaquettes spéciales, seront fournies par l'employeur; toutefois, elles seront blanchies moitié à la charge du patron et moitié à la charge de l'employé. Ces costumes uniformes, salopettes ou jaquettes, resteront la propriété de l'employeur.

9. Le temps alloué à l'employé pour ses repas sera d'une heure et l'employeur ne pourra pas le forcer à travailler plus de six heures entre chaque repas.

10. Le pourboire est la propriété de l'employé; le patron ne pourra pas le retenir ou s'en servir même avec le consentement de l'employé, comme partie du salaire.

11. Aucun employé ne sera tenu responsable de l'évaporation de l'essence.

12. Seront également assujettis aux dispositions de la présente convention, les employés préposés à des garages situés dans des établissements de commerce, établissements industriels et des maisons de rapport ou toute personne offrant ses services sur les lieux publics dans des garages privés ou terrains de stationnement.

13. Tout employé qui travaille le dimanche a droit à une journée complète de congé au cours des six (6) jours qui précèdent ou suivent ce dimanche.

VIII. La présente convention entrera en vigueur le jour où un arrêté ministériel la rendra obligatoire. Elle se renouvellera automatiquement après une période de six mois à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie au moins 30 jours avant son expiration de son intention de l'abroger ou de la modifier.

Certifié,

A. MORISSET,

2773-o Greffier du Conseil Exécutif.

repairs of extreme emergency, in conformity with the provisions of the same Federal Act.

VII. *General provisions:* 1. Any work for others, performed at the home of a customer of a professional employer or elsewhere is prohibited during and after the regular day of work.

2. It is forbidden to any salaried person working already at least 30 hours per week for a professional employer or an employer, to perform for himself, any artisanal work pertaining to the industrial or commercial jurisdiction indicated in paragraphs "*a*" and "*b*" of Section II; this provision applies only to Zone I.

3. In case of a stop in the work caused by a reason independent of the will of the salaried person, the employees shall have the option to leave the establishment.

4. The wages of any employee or workman shall be paid each week or each forthnight.

5. The contracting parties agree to recognize the open shop.

6. Any salaried person required to work less than a regular day shall be entitled to the wages of at least four hours per day; when a salaried person is engaged by the hour, the employer shall give him a one-day notice if he wants to dispense with his service: this paragraph applies exclusively to Zone I.

7. If called for a certain hour, the employee is obliged to wait to have work, he shall be entitled to be paid for the time he has waited. The hours of labour comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and obliged to be present; however, the time taken by the employee to take his meals shall not be considered as hours of labour.

8. The special fulldress uniform required by the employer shall be paid by the latter; the other uniforms required by the employer, as overalls, special frocks, shall be furnished by the employer; however, half of the washing shall be paid by the employer and half by the employee. Those uniforms, overalls or frocks, shall be the employers' propriety.

9. The time allowed the employee for his meals shall be one hour and the employer shall not compel him to work more than six hours between each meal.

10. The tip is the property of the employee; the employer shall not retain it or use it, even with the consent of the employee, as a part of his salary.

11. No employee shall be held responsible for the evaporation of gas.

12. Shall also be governed by the provisions of the present agreement, the employees working in garages located in commercial establishments, industrial establishments and apartment houses or the persons offering their services in public places, in private garages or parking grounds.

13. Any employee working on Sunday is entitled to a complete holiday during the six (6) days preceding or following this Sunday.

VIII. The present agreement shall come into force on the day an Order-in-Council declares same obligatory. It shall renew itself automatically after a period of six months unless one of the parties gives the other party, at least 30 days prior to its expiration date, notice of its intention to repeal or amend same.

Certified,

A. MORISSET,

2774—o Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Amendements à l'Ordonnance No 4

L'Ordonnance No 4 est amendée comme suit:

1. L'article 14, en ajoutant (*a*) à la fin de l'alinéa intitulé zone II, les mots suivants:

"toutefois la cité de Lévis est considérée comme appartenant, non pas à cette zone, mais à la zone III."

(*b*) En ajoutant à la fin de l'article, les mots suivants:

"Les municipalités érigées en cités ou villes depuis le dernier recensement et dont la population n'y apparait pas sont considérées comme appartenant à la zone IV."

2. Le paragraphe 3 de l'article 28 est supprimé.

3. L'article 119 est amendé en y ajoutant à la fin la disposition suivante: "Les pouvoirs que l'Office peut exercer selon l'Ordonnance par règlement, peuvent l'être également soit par résolution votée en séance, soit par décision écrite signée par tous les membres de l'Office."

4. Les amendements susmentionnés sont en vigueur depuis le 15 mai 1938.

2771—o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 8 de l'Office des salaires raisonnables, ainsi que certains amendements apportés à l'ordonnance No 4, dont le texte suit, furent approuvés par l'arrêté ministériel No 794 du 20 mai 1938 et conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi des salaires raisonnables, deviennent respectivement en vigueur le 29 mai 1938 et le 15 mai 1938:

ORDONNANCE No 8

Industrie Textile du Coton

L'Office des salaires raisonnables, conformément à la Loi des salaires raisonnables,

Attendu que le 27 décembre 1937, des conventions collectives ont été signées entre, d'une part la Dominion Textile Company Limited, la compagnie The Montreal Cotons Limited et la compagnie Drummondville Coton Company Limited, et d'autre part, la Fédération Nationale Catholique du Textile, le Syndicat Catholique National du Textile et autres syndicats et représentants des employés non syndiqués des filatures des dites compagnies;

Attendu que lesdites conventions selon leur terme, devaient prendre fin le 3 septembre 1938, mais pouvaient se terminer le 28 mai 1938, sur avis écrit de l'une des parties;

Attendu que l'une des parties contractantes, savoir la Fédération Nationale Catholique du Textile a signifié aux autres parties des avis à l'effet de mettre fin aux dites conventions le 28 mai 1938.

Attendu que par lettres de son président des 14 et 16 mai 1938, ladite Fédération Nationale Catholique du Textile déclare avoir "décidé de recourir à l'Office des salaires raisonnables pour lui demander de décréter une ordonnance spéciale qui entrerait en vigueur dès le 29 mai 1938",

Department of Labour

FAIR WAGE BOARD

Amendments to Ordinance No. 4

Ordinance No. 4 is amended in the following manner:

1. Article 14, by adding (*a*) at the end of paragraph headed Zone II, the following words:

"however, the Town of Levis is considered as belonging, not to this zone, but to Zone III."

(*b*) By adding at the end of this article, the following words:

"Municipalities erected in cities or towns since the last census and the population whereof does not appear, are considered as belonging to Zone IV."

2. Paragraph 3 of Article 28 is cancelled.

3. Article 119 is amended by adding after it the following provisions: "The powers that the Board may have under the Ordinance by by-law, may equally be had whether by a voted resolution during a meeting, or by a written decision signed by all the members of the Board."

4. The hereinabove mentioned amendments are in force from the 15th of May 1938.

2772—o

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 8 of the Fair Wage Board, as well as certain amendments to Ordinance No. 4, the matter of which follows, have been approved by Order-in Council No. 794 of the 20th of May 1938, and pursuant to the provisions of Section 9 of the Fair Wage Act come respectively in force on the 29th of May 1938 and on the 15th of May 1938:

ORDINANCE No. 8

Cotton Textile Industry

The Fair Wage Board, pursuant to the Fair Wage Act,

Whereas on December 27th, 1937, collective labour agreements have been signed between, on the one part, the Dominion Textile Company Limited, the Montreal Cottons Company Limited and the Drummondville Cotton Company Limited, and on the other part, "La Fédération Nationale Catholique du Textile", le Syndicat Catholique National du Textile" and other syndicates and representatives of non-syndicate employees of the spinning-mills of the said companies;

Whereas the said agreements were according to their wording, to expire on September 3rd 1938, but could come to an end on May 28th 1938, upon a written notice from one of the parties;

Whereas one of the contracting parties, namely, the "Fédération Nationale Catholique du Textile", has given a notice to the other parties to the effect that the said agreements would expire on May 28th 1938;

Whereas, in letters from its President, on May 14th and 16th 1938, the said "Fédération Nationale Catholique du Textile" declares to have decided to appeal to the Fair Wage Board, and ask it to enact a special ordinance which should come into force from May 29th 1938, and,

et, "qu'elle ne tient pas à la convocation de conférence dans le but de discuter les dispositions de ladite ordonnance", et que, "les dispositions du contrat actuel signé par la Fédération et la Dominion Textile servent de base à ladite ordonnance temporaire",

Attendu que lesdites compagnies ont informé l'Office qu'elles avaient donné avis à leurs employés que "le taux de salaire et les heures de travail présentement en vigueur demeureraient les mêmes après le 28 mai 1938, du moins jusqu'au 3 septembre 1938" et, par lettres du directeur-gérant de la Dominion Textile Company Limited en date du 17 mai 1938, ont déclaré ne pas avoir d'objection à une ordonnance spéciale de l'Office qui sanctionnerait l'engagement qu'elles ont pris de maintenir jusqu'au 3 septembre 1938 prochain quant aux salaires et heures de travail des conditions prévues par lesdites conventions collectives;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande susdite de la Fédération Nationale Catholique du Textile;

Ordonne et statue ainsi qu'il suit:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions Générales

Application

1. La présente ordonnance s'applique à tous les salariés des filatures et établissements desdites trois compagnies mentionnées auxdites conventions, dont le salaire est calculé à l'heure ou à la pièce, mais non aux employés payés au mois, ni aux employés de bureau, ni aux autres employés. Elle ne s'applique pas non plus aux salariés employés exclusivement aux opérations dites de "rayon".

2. Les dispositions de l'orgdonnance No 4 en vigueur depuis le 15 mai courant 1938, s'appliquent *mutatis mutandis*, à l'exception de celles qui sont incompatibles avec les dispositions spéciales de la présente ordonnance.

3. S'il survient une fête légale dans les cinq premiers jours de la semaine, les employés de l'équipe de jour travailleront dix heures le semedi suivant ou, suivant décision de l'Office, cinq heures durant chacun des deux samedis matin suivant la fête, et les employés de l'équipe de nuit travailleront six heures le samedi suivant, de six heures du soir à minuit, et une heure additionnelle chaque nuit durant quatre nuits de la semaine suivante ou, suivant décision de l'Office, l'équipe de nuit travaillera, durant la quinzaine de paye suivant la fête, une heure additionnelle durant neuf nuits, sans qu'il leur soit compté des heures supplémentaires pour ces heures de travail.

Mais cette disposition ne s'appliquera pas cependant aux fêtes de Noël, du jour de l'An, de la St-Jean-Baptiste et au Vendredi Saint, et l'on ne reprendra pas le temps perdu ces jours-là

4. La compagnie fournira à chaque employé que concerne cette convention, à sa demande, un livret pour lui permettre de prendre note de son salaire, et lorsque de livret aura été complètement utilisé par l'employé, la compagnie sur preuve suffisante de ce fait, fournira un nouveau livret à cet employé, à sa demande, et ce gratuitement.

5. Les compagnies devront fournir à l'Office, à demande, une liste des apprentis ou élèves employés à la filature, et une liste des salaires de

"that it is not deemed necessary to commence a conference for the purpose of discussing the provisions of the said ordinance" and that "the provisions of the present agreement "signed by the Federation" and the Dominion Textile be used for the basis of the said temporary ordinance;

Whereas, the said companies have informed the Board of their having given a notice to their employees that "the rates of wages and the hours of work presently in force shall remain the same after May 28th, 1938, at least until September 3rd 1938" and, in a letter from the Managing-Director of the Dominion Textile Company Limited dated May 17th 1938, declared to have no objection to a special ordinance which should sanction the engagement they have taken to maintain, until September 3rd, 1938, next, as regards wages and hours of work, the conditions provided for in the said collective agreements;

Whereas, it is deemed advisable to accede to the above said request of "La Fédération Nationale Catholique du Textile";

Orders and decrees the following:

PART ONE

General Provisions

Application

1. The present ordinance applies to all wage-earners of the spinning-mills and establishments of the said three companies mentioned in the said agreements, whose salaries are calculated by the hour or by the piece, but not to employees paid by the month, nor the office employees, or all other employees. It does not apply to wage-earners engaged exclusively in rayon operations.

2. The provisions of ordinance No. 4 in force since May 15th, 1938 apply *mutatis mutandis* with the exception of those which are incompatible with the special provisions of the present ordinance.

3. If a legal holiday occurs during the first five days of any week, the employees working on the day shift shall work ten hours on the succeeding Saturday or, at the option of the Board, five hours each on the two succeeding Saturday mornings after the holiday and the employees working on the night shift shall work six hours on the succeeding Saturday night from six o'clock P.M. to midnight and one additional hour each night for four nights of the succeeding week or at the option of the Board, the night shift shall work during the pay fortnight in which the legal holiday occurs one additional hour for nine nights, the whole without any overtime being payable on account of the hours so worked.

But this provision shall not apply, however, to Christmas Day, New Year's Day, St-Jean-Baptiste Day and Good Friday and the time lost on account of these days shall not be made up.

4. The company concerned shall furnish to each employee covered by the terms of this agreement, at his request, a small note book for the purpose of assisting that employee to keep track of his or her wages, and when that book has been completely used by such employee for the purpose for which it was intended, the company, upon satisfactory evidence thereof will furnish a new book to such employee upon demand, the whole free of charge.

5. The companies shall furnish to the Board, at its request, a list of learners or apprentices in his employ at the mills as well as a list of basic

base se rapportant à chaque catégorie de travail à la pièce dans la filature, et une liste indiquant si les divers travaux sont exécutés par une main-d'œuvre masculine ou féminine ou les deux.

6. Toutes les machines arrêteront durant l'heure du repas, sauf celles appelées "Continuous Process Machines".

7. Le nombre des apprentis à la filature ne devra jamais excéder cinq pour cent du nombre total des employés de la filature. La période d'apprentissage ne devra pas dépasser un an ni être moindre de trois mois; les compagnies détermineront la période exacte suivant l'occupation.

DEUXIÈME PARTIE

Heures de travail et salaires

8. *Heures de travail:* (*a*) Tous les employés, sauf ceux mentionnés aux sous-paragraphes (*b*) et (*c*) du présent article seront sur une base de cinquante heures par semaine pour le travail de jour et de nuit du lundi au vendredi inclusivement. L'équipe de jour travaillera de 7 heures du matin à midi, et de une heure après-midi à 6 heures après-midi, et l'équipe de nuit travaillera de 6 heures après-midi à 11 heures du soir et de minuit à 5 heures du matin.

(*b*) Les hommes préposés à l'entretien seront sur une base de la semaine de cinquante-cinq heures, mais leurs heures de travail, de jour ou de nuit ne seront pas limitées.

(*c*) Les chauffeurs et les gardiens travailleront 12 heures de jour ou de nuit, six jours par semaine.

9. *Equipes:* (*a*) S'ils devient nécessaire de maintenir en activité la filature ou une section (département) quelconque de la filature durant 120 heures ou plus par semaine, il pourra y avoir trois équipes, et chaque équipe dans ce cas ne devra pas travailler plus de 8 heures à la fois.

(*b*) Dans tous les cas où présentement trois équipes travaillent à la filature, ces équipes travailleront comme à présent, mais pas plus de 8 heures par jour ou par nuit pour chaque équipe.

(*c*) S'il arrivait qu'il y eut moins de 90 heures de travail par semaine, les Compagnies pourront, à leur choix, faire travailler deux équipes de 8 heures chacune.

10. *Heures supplémentaires:* (*a*) Les heures de travail, excédant cinquante heures par semaine ou excédant 10 heures par jour seront considérées comme étant des heures supplémentaire, excepté pour ces employés mentionnés dans les deux sous-paragraphes qui suivent.

(*b*) Les heures de travail données par les hommes préposés à l'entretien excédant 55 heures dans une semaine seront considérées être des heures supplémentaires.

(*c*) Les heures de travail données par les chauffeurs et les gardiens excédant 72 heures dans une semaine seront considérées être des heures supplémentaires.

11. *Taux de salaires:* Pour toutes les catégories d'employés ci-haut mentionnés et pour toutes les opérations visées par lesdites conventions collectives, de jour ou de nuit, l'échelle de salaires établie et actuellement en vigueur, soit, à la date du 28 mai 1938, conformément aux dites conventions collectives de travail, doivent être maintenus et resteront en vigueur aussi longtemps que la présente ordonnance le sera.

TROISIÈME PARTIE

Clauses particulières

12. Quant aux filatures décrites aux dites conventions collectives sous le nom de "Convert-

wages for each piece work occupation and a list showing whether its various operations are performed by male or female help or both.

6. All machines will be stopped during the meal hours, except continuous process machines.

7. The number of apprentices shall not exceed at any one mill at any one time five per cent (5%) of the total number of employees. The period of apprenticeship shall not be more than one year and not less than three months; the actual period, according to the occupation, to be determined by the company concerned.

PART TWO

Wages and hours of work

8. *Hours of work:* (*a*) All employee, except those referred to in sub-paragraphs (*b*) and (*c*) of this paragraph shall be on a fifty-hour week basis for day and night work to be devided into ten hours per day or per night, from Monday to Friday inclusively. The day shift shall work from seven o'clock in the morning to twelve o'clock noon and from one o'clock P.M. to six o'clock P.M. and the night shift from six o'clock P.M. to eleven o'clock P.M. and from twelve midnight to five o'clock A.M.

(*b*) Maintenance men shall be on a fifty-five-hour week basis, but the hours of work for maintenance men for day or night shall not be limited.

(*c*) Stokermen and watchmen shall work twelve hours per day or per night for six days a week.

9. *Shifts:* (*a*) In case in may become necessary to operate any mill or any department in any mill for 120 hours per week or over, there may be three shifts, each shift in such cases not to work more than eight hours per shift.

(*b*) In any cases where any of the companies involved are operating three shifts at the present time, these shifts will operate as at the present time but not more than eight hours per day or per night for each shift.

(*c*) In case where there are less than ninety hours of work per week, the company at its option, may operate in two shifts of eight hours each.

10. *Overtime:* (*a*) All hours worked in excess of fifty hours per week or in excess of ten hours per day, shall be considered to be overtime work, except for those employees mentioned in the next two succeeding sub-paragraphs.

(*b*) All hours worked by maintenance men in excess of fifty-five hours in any one week shall be deemed to be overtime work.

(*c*) All hours worked by stokermen and watchmen in excess of seventy-two hours in any one week shall be considered to be overtime work.

11. *Rates of wages:* For all the categories of workers hereinabove mentioned and for all the operations contemplated in the said collective agreements, for day and night, the scale of wages fixed and presently in force, at the date of May 28th 1938 in conformity with the said collective agreements shall be maintained and kept in force as long as the present ordinance shall be so.

PART THREE

Special Clauses

12. With regard to the mills described in the said collective agreements under the name of

ing Division" de Valleyfield, de "L'Imprimerie de Magog" et de "Blanchisserie Coloniale", le paragraphe *c* de l'article 10 ci-dessus s'appliquera en plus aux blanchisseurs desdits établissements.

13. Quant aux employés de la teinturerie à la filature "Grey Mill" de Valleyfield, et tous les employés du département de l'imprimerie et de la teinturerie à la filature dite "Converting Division" et de "L'Imprimerie de Magog", de la "Dominion Textile Company", ils peuvent être répartis en trois équipes, chaque équipes travaillant 48 heures par semaine ou moins, ou tels employés peuvent être divisés en deux équipes dont chacune travaillera 50 heures par semaine ou moins, au choix des compagnies, mais en tous cas, les heures de travail pour chacune peuvent être réparties entre 7 heures du matin lundi à midi le samedi.

14. Quant à la filature "Gray Mill de Valleyfield", et à "l'Imprimerie de Magog", cette ordonnance ne s'applique pas aux employés travaillant le *rayon* sauf à ceux qui travaillent le rayon et le coton en même temps de telle sorte que leur travail ne puisse définitevement être classifié sous un titre ou un autre, en quel cas l'ordonnance s'appliquera à ses employés.

15. Quant aux employés de la filature décrite sous le nom de "Blanchisserie Coloniale", les heures de travail pour les employés des départements de "bleaching", "drying" et "finishing" peuvent être réparties entre 7 heures du matin le lundi à midi le samedi.

DISPOSITIONS FINALES

La présente ordonnance sera en vigueur du 29 mai 1938 jusqu'au 3 septembre 1938 inclusivement, à moins d'ordonnance ou d'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil au contraire.

Fait à Québec, ce 19 mai 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGES CROMP,
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,
2767—o THOMAS AUBRY.

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 9 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 795 du 20 mai 1938 et conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi des salaires raisonnables deviendra en vigueur à compter du 1er juillet 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 9

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CITE DE VERDUN

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres.

Vu l'avis favorable d'un comité de conciliation;

Ordonne et statue que les salaires payés aux instituteurs et institutrices de la Commission des écoles catholiques de Verdun et les conditions de travail soient les mêmes que les salaires payés et les conditions de travail accordées aux instituteurs et aux institutrices de la Commission des écoles catholiques de Montréal, savoir:

"Converting Division" of Valleyfield, "Magog Printworks" and "Colonial Bleachery", the subparagraph (*c*) of article 10 hereinabove shall apply to the Bleachers of the said establishments.

13. With regard to the dyeworks at the Valleyfield "Grey Mill" and all the employees of the printing and dyeing departments of the mills known as "Converting division" and "Magog Printworks" and "Dominion Textile Company" they may be divided into three shifts, each shift working forty-eight hours a week or less or such employees may be divided into two shifts, each working fifty five hours a week or less at the option of the companies, but in any event the hours of work each week shall be spread between seven o'clock A.M. Monday to twelve o'clock noon Saturday.

14. With regard to the "Valleyfield Grey Mill" and "Magog Printworks" this ordinance shall not apply to employees engaged in rayon operations, except to such employees who are engaged both in rayon and cotton operations, in such a manner that the work which they do cannot be definitely classified under one heading or the other, in which event the present ordinance shall apply to such employees.

15. With regard to the mill described under the name of "Colonial Bleachery" the hours of work of the employees in the bleaching, drying and finishing departments may be spread between seven o'clock A.M. Monday and twelve noon Saturday.

FINAL PROVISIONS

The present ordinance shall be in force from May 29th, 1938 until September 3rd, 1938 inclusively unless an ordinance or an order from the Lieutenant-Governor in Council is issued to the contrary.

Passed and signed at Quebec, this nineteenth day of May, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGE CROMP, Vice-Chairman,
C. H. CHEASLEY,
2768—o THOMAS AUBRY, Members of the Board.

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 9 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 795 of the 20th of May, 1938 and pursuant to the provisions of Section 9 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 1st of July, 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 9

MALE AND FEMALE TEACHERS OF THE CITY OF VERDUN SCHOOL BOARD.

The Fair Wage Board with a unanimous approval of its members;

Whereas the favorable report of a conciliation committee;

Orders and decrees that the salaries paid and the working conditions granted to male and female teachers of the Catholic School Board of Verdun be the same as the salaries paid and the working conditions granted to male and female teachers of the Catholic School Board of Montreal, namely:

Catégorie A.—*Enseignement ordinaire:*

Category A.—*Ordinary teaching:*

ART.	*Traitement minimum* — *Minimum salary*	*Augmentation annuelle* — *Annual increase*	*Traitement maximum* — *Maximum salary*	*Supplément 7e et 8e années* — *Supplementary courses 7th and 8th year*	*Supplément 9e et 10e années* — *Supplementary courses 9th and 10th year*
1. Institutrices— Female teachers	$ 625.00	$ 75.00	$ 1,200.00	$ 100.00	$ 100.00
2. Assistantes-directrices— Assistant Principals	625.00	75.00	1,300.00	.....	.....
3. Directrices— Principals	1,000.00	100.00	1,400.00	(a)	.....
4. Instituteurs célibataires— Single teachers (male)	900.00	100.00	2,500.00	200.00	400.00
5. Instituteurs mariés— Married teachers (male)	1,200.00	100.00	2,500.00	200.00	400.00
6. Ass.-principaux célibataires— Assistant principals single	900.00	100.00	2,700.00	.....	.....
7. Ass.-principaux mariés— Assistant principals married.	1,200.00	100.00	2,700.00	.....	.....
8. Principaux— Principals	2,000.00	200.00	3,000.00	(a)	.....

9. Le principal ou la directrice d'une école académique ou ayant 16 classes et plus reçoit, lorsqu'il a atteint le maximum du traitement, un supplément de $200.00 (pour les principaux) ou de $100.00 (pour les directrices).

9. The male principal or the female principal of an academic school or of a school of 16 class rooms and more, receives when he or she reaches the maximum salary, a bonus of $200.00 (for the male principals) or of $100.00 (for the female principals).

Catégorie B.—*Professeurs spéciaux* (dessin, travaux manuels et enseignement ménager):

Category B.—*Special professors* (drawing, manual work and domestic science):

Plein-temps—Full time:					
10. Instituteurs célibataires— Single teachers	$ 900.00	$ 100.00	$ 2,500.00	.....	.....
11. Instituteurs mariés— Married teachers	1,200.00	100.00	2,500.00	.....	.....
12. Institutrices— Female teachers	625.00	75.00	1,200.00	.....	.....
Demi-temps—Part time:					
13. Instituteurs célibataires— Single teachers	700.00	50.00	1,250.00	.....	.....
14. Instituteurs mariés— Married teachers	700.00	50.00	1,250.00	.....	.....
15. Institutrices (ens. ménager)— Female teachers (domestic training)	312.00	37.50	600.00	.....	.....
16. Institutrices (dessin)— Female teachers (drawing)	700.00	50.00	1,250.00	.....	.....

Catégorie C.—*Professeurs suppléants:*

17. Instituteurs... $4.00 par jour de travail.

18. Institutrices... 2.50 par jour de travail.

19. Toute augmentation de salaire que fera la Commission des écoles catholiques de Montréal devra s'appliquer aux instituteurs et aux institutrices de la Commission des écoles catholiques de Verdun;

20. Au cas où des instituteurs ou des institutrices en fonctions au mois de mai 1938, ne seraient pas réengagés, l'Office pourra fixer le salaire du ou des remplaçants pourvu que ce ne soit pas à un taux plus élevé que celui de l'instituteur ou de l'institutrice ainsi remplacés.

21. Le temps passé au service de la Commission des écoles catholiques de Verdun servira de base pour établir les salaires desdits instituteurs et institutrices suivant la règle suivie par la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Category C.—*Extra Teachers:*

17. Male teachers... $4.00 per day of work.

18. Female teacher.. $2.50 per day of work.

19. Any increase of salary granted by the Catholic School Board of Montreal must apply to the male and female teachers of the Catholic School Board of Verdun;

20. In the case when male or female teachers on duty in May, 1938, would not be re-engaged, the *Board* may fix the salary of his substituts or substitutes, provided it is not at a rate higher than that of the male of female teacher so replaced,;

21. The time passed at the service of the Catholic School Board of Verdun shall serve as a basis to establish the salaries of said male and female teachers according to the rule followed by the Catholic School Board of Montreal.

22. La présente ordonnance s'applique au personnel enseignant laïque de ladite Commission; au cas de remplacement d'employés laïques par des religieuses ou religieux, les salaires stipulés devront rester les mêmes, à moins de décision contraire de l'Office, en chaque cas.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er juillet 1938 et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1940, à moins que ladite Commission soit annexée à la Commission des écoles catholiques de Montréal, auquel cas elle prendra fin le 1er juillet suivant ladite annexion, et à moins d'ordonnance ou d'arrêté ministériel, au contraire.

Fait et daté à Québec, le 19 mai 1938.

Le Président: FERDINAND ROY.
Le Vice-Président: GEORGES CROMP.
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

2769—o

22. The present Ordinance applies to lay teaching staff of the said Board; in case of replacing lay teachers, the salaries provided for must remain the same, except in the case of a ruling of the *Board* to the contrary.

GENERAL PROVISIONS

The present Ordinance shall become effective on July 1st, 1938 and shall remain in force until June 30, 1940, except if said Board is annexed to the Catholic School Board of Montreal, in which case, it will cease to be effective from July 1st. following said annexation and unless an ordinance or an order in Council is issued to the contrary.

Passed and signed at Quebec the nineteenth day of May, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman.
GEORGES CROMP, Vice-Chairman.
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY, Members of the Board.

2770-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

No 4312 } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corps politique et incorporé par une loi du parlement du Canada, et dont le bureau principal pour la province de Québec, est dans la cité de Québec, demanderesse; vs DONAT GERVAIS, de Dupuy, comté d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur le lot No cinquante-trois (53) du septième (7) rang du cadastre officiel pour le canton de La Reine, Abitibi, plus un terrain mesurant une demie (½) acre de largeur sur une (1) acre et demie (½) de profondeur à prendre sur le côté sud est du lot cinquante-deux (52) du septième (7) rang du cadastre officiel du canton de La Reine, borné au nord et à l'ouest par la balance du dit lot, à l'est par le No cinquante-trois (53) du septième (7) rang, appartenant à Donat Gervais et au sud par le chemin public, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Dupuy, MERCREDI, le HUITIÈME jour de JUIN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ANTONIO BOURBEAU.

Bureau du shérif
Amos, 3 mai 1938.

2283—18-2-o

[Première publication, 7 mai 1938]

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court—District of Abitibi

No. 4312 } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate duly incorporated by an Act of the Parliament of Canada, and whereof the head office for the Province of Quebec, is in the city of Quebec, Plaintiff; vs DONAT GERVAIS, of Dupuy, county of Abitibi, Defendant, to wit:

As belonging to the said defendant lot number fifty-three (53) of the seventh (7) range of the official cadastre for the township of La Reine, Abitibi, with moreover a lot of land measuring one half (½) acre in width by one (1) acre and one half (½) in depth to be taken on the south-east side of lot number fifty-two (52) of the seventh (7) range of the official cadastre of the township of La Reine, bounded on the north and west by the residue of said lot, on the east by number fifty three (53) of the seventh (7) range, belonging to Donat Gervais and on the south by the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be sold at the parochial church door of Dupuy, on WEDNESDAY the EIGHTH day of JUNE, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff

Sheriff's Office,
Amos, May 3, 1938.

2284—18-2

[First publication, May 7th, 1938]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Montmagny

Province de Québec, No 12503. à savoir: } LES SIEURS CURÉ ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE ST-PAUL, demandeurs; vs ANATHATIAS GODBOUT, du même endroit, défendeur.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Montmagny

Province of Quebec, No. 12503. To wit: } LES SIEURS CURÉ ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE ST-PAUL, plaintiff; vs ANATHATIAS GODBOUT, of the same place, defendant.

1. Le lot No 12-B dans le troisième rang nord-est du canton de Montminy, comté de Montmagny, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 13-A du troisième rang nord-est, du canton de Montminy, comté de Montmagny, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Les deux arpents sud-ouest du lot No 5, dans le premier rang nord-est du canton de Montminy, borné nord-est à Jean Godbout ou représentants et ouest à Elzéar Thivierge ou représentants, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Montminy, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1938, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO.-E. FOURNIER.
Montmagny, le 23 mai 1938. 2779—21-2-o
[Première publication, le 28 mai 1938]

1. The lot No. 12-B of the third range North-East of the township of Montminy, county of Montmagny, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 13-A of the third range North-East of the township of Montminy, county of Montmagny, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The two arpents South-West of the lot No. 5 of the first range North-East of the township of Montminy, bounded on the North-East to Jean Godbout or representatives and on the West to Elzéar Thivierge or representatives, with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Paul de Montminy, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1938, at TEN o'clock forenoon.

GEO. E. FOURNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, May 23, 1938. 2780—21-2-o
[First publication, May 28th., 1938]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: LA CAISSE POPULAIRE DE ST-SAUVEUR, No 36438 Québec, société coopérative régie par la loi des syndicats de Québec, 1906, ayant le siège social de ses affaires à Québec; contre GEORGES LEMIEUX, 103, rue Hermine, Québec, à savoir:

Le lot No 789 (sept cent quatre-vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au No 103, rue Hermine, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière et annuelle de $5.00, au capital de $500.00, payable le 29 septembre de chaque année à Mme Malvina Boisseau-Picher.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 11 mai 1938. 2471—19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]
[Deuxième publication, 28 mai 1938]

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: LA CAISSE POPULAIRE DE ST. SAUVEUR, No. 36438 Quebec, a co-operative association governed by the Quebec Syndicates' Act, 1906, having its head office at Quebec; against GEORGES LEMIEUX, 103 Hermine Street, Quebec, to wit:

Lot No. 789 (seven hundred and eighty-nine) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being an emplacement situate at No. 103 Hermine Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $5.00 on a capital of $500.00, payable the 29th of September of each year to Mrs. Malvina Boisseau-Picher.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 11, 1938. 2472—19-2
[First publication, May 14, 1938]
[Second publication, May 28, 1938]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Province de Québec, DAME ANTOINETTE CHAMPAGNE, No 9255. de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse d'Arthur Duquette, ingénieur, du même lieu, DAME DÉLINA DEBLOIS, de la ville de Brockton, état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse d'Alphonse Lavigne, chauffeur, du même lieu, DAME ELIZABETH DEBLOIS, de la ville d'Eastondale, dit état du Massachusetts, épouse d'Alfred Lupien, ouvrier, du même lieu, et DAME EVA DEBLOIS, de la dite ville de Brockton, épouse judiciairement divorcée d'Alfred-E. Nelson, et les dits ARTHUR DUQUETTE, ALPHONSE LAVIGNE et ALFRED LUPIEN personnellement en autant que besoin est pour autoriser leurs dites épouses, aux

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Richelieu.

Province of Quebec, DAME ANTOINETTE CHAMPAGNE, No. 9255. of the city of Sorel, district of Richelieu, wife of Arthur Duquette, engineer, of the same place, DAME DELINA DEBLOIS, of the town of Brockton, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, wife of Alphonse Lavigne, chauffeur, of the same place, DAME ELIZABETH DEBLOIS, of the town of Eastondale, in the said State of Massachusetts, wife of Alfred Lupien, workman, of the same place, and DAME EVA DEBOIS, of the said town of Brockton, legally divorced wife of Alfred E. Nelson, and the said ARTHUR DUQUETTE, ALPHONSE LAVIGNE and ALFRED LUPIEN personally in so far as is needed and to authorize

fins des présentes, demandeurs; vs DAME MARIE-ROSA CARON, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse séparée de biens de Charles Thibault, mécanicien, du même lieu et le dit CHARLES THIBAULT pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

1. Un terrain situé en la cité de Sorel connu comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quarante-neuf (Ptie No 549), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de la contenance de trente-sept pieds de front sur la rue Augusta, sur la profondeur du dit lot, à distraire d'icelui cependant les trente-trois pieds appartenant à M. Paul Mongeau, sur laquelle largeur de trente-sept pieds quatre pieds ont été originairement pris de côté est du dit lot pour faire un passage mitoyen avec Albert Thibodeau, fils, l'un des auteurs du dit Paul Mongeau, lequel dit terrain se trouve en conséquence, ainsi borné: en front, par la rue Augusta, en profondeur, par les trente-trois pieds du dit lot No 549 du dit Paul Mongeau; d'un côté vers l'est par le dit passage mitoyen; de l'autre côté, vers l'ouest, par partie du dit lot No 548 d'Albert Thibodeau, père, et autre partie du même lot No 548—avec toutes les constructions dessus érigées;

2. Un autre terrain situé en la dite cité de Sorel, de forme irrégulière, connu comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quarante-huit (Ptie No 548) du dit cadastre et renfermé dans les limites suivantes:—d'un bout vers le nord, à partie du dit lot No 548 d'Albert Thibodeau, père; à l'autre bout, vers le sud, au lot No 562; d'un côté, vers l'est, à partie du dit lot No 549 ci-dessus décrite et par partie du même lot du dit Paul Mongeau; d'autre côté, vers l'ouest, partie au No 457 de Pierre Cardin ou représentants et partie au No 546 de demoiselle Provost—avec toutes les constructions dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Sorel, le HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures du matin, (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel, le 4 mai, 1938. 2285—18-2-o
[Première publication, le 7 mai 1938]

their said wives, for the purposes hereof, plaintiffs; vs DAME MARIE-ROSA CARON, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife separate as to property of Charles Thibault, mechanic, of the same place and the said CHARLES THIBAULT, to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

1. A lot of land situate in the city of Sorel known as forming part of the lot of land number five hundred and forty nine (Pt. No. 549), of the official cadastre for the town of Sorel, measuring thirty seven feet in front on Augusta Street, by the depth of the said lot, to be deducted therefrom however, the thirty three feet belonging to Mr. Paul Mongeau, on the said width of thirty seven feet, four feet were originally taken from the East side of the said lot to make a *mitoyen passage* with Albert Thibodeau, Jr., one of the "auteurs" of the said Paul Mongeau, the said lot of land being consequently bounded: in front, by Augusta street, in depth by the thirty three feet of said lot No. 549 of the said Paul Mongeau; on one side to the East by the said *mitoyen passage*; on the other side, to the West, by a part of the said lot No. 548 of Albert Thibodeau, Sr., and another part of the same lot No. 548—with all the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the said city of Sorel, of irregular figure, known as forming part of the lot of land number five hundred and forty eight (Pt. No. 548) of the said cadastre and enclosed within the following limits:—at one end towards the North, by a part of said lot No. 548 of Albert Thibodeau, Sr.; at the other end, towards the South, by lot No. 562; on one side, towards the East, by part of said lot No 549 hereinabove described and by part of the same lot belonging to the said Paul Mongeau; on the other side, towards the West, partly by No. 457 of Pierre Cardin or representatives and partly by No. 546 of Miss Provost—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Sorel, on the EIGHTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

ROSAIRE PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, May 4th, 1938. 2286—18-2
[First publication, mai 7th., 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure

District de Rimouski, No 5997 } OCTAVE MASSÉ; vs ALEXIS alias ALEX DESROSIERS, savoir :

Partie du lot deux cent huit au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption de Notre Dame, de 50 pieds de front sur la profondeur, borné au nord au fleuve St-Laurent, au sud au chemin du Roi, à l'ouest à Amable St-Laurent et à l'est à Léon Otis, avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Baie des Sables, le SEPT JUIN prochain, 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 3 mai, 1938. 2287-18-2-o
[Première publication, 7 mai 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court

District of Rimouski, No. 5997 } OCTAVE MASSÉ; vs ALEXIS alias ALEX DESROSIERS, to wit:

Part of lot two hundred and eight, on the official cadastre for the parish of l'Assomption de Notre Dame, measuring 50 feet in width by the depth, bounded on the north by the river St. Lawrence, on the south by the King's highway, on the west by Amable St. Laurent, and on the east by Léon Otis—with buildings.

To be sold at the church door of Baie des Sables, on the SEVENTH of JUNE next, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, May 3rd, 1938. 2288-18-2
[First publication, May 7, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Roberval, No 9314

DAME MARIE LAVOIE, de St-Gédéon, veuve de feu Joseph Laberge, cultivateur du dit endroit, demanderesse; vs EUGENE GAGNON, fils Onésime, cultivateur de St-Gédéon, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de son épouse décédée Dame Hélène Tremblay, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:—

1. Le lot de terre numéro vingt-neuf A (No 29-A) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Signaï, dans le comté du Lac St-Jean, avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

2. La partie sud du lot numéro vingt-neuf A (Ptie S. 29 A) du cadastre officiel pour le troisième Rang du dit canton Signaï, comté du Lac St-Jean, avec aussi les bâtisses y érigées et dépendances; le dit lot borné comme suit: au nord, par la ligne du chemin de fer du C.N.R.; au sud par le Chemin des Rangs deux et trois; à l'ouest par la terre de Wilfrid Gagnon ou représentants et à l'est par la terre de Napoléon Duchesne ou représentants.

Les dits lots ci-dessus désignés pour être vendus en bloc, conformément à la loi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Gédéon, dans le district de Roberval, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de JUIN (1938) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS. HARVEY.

Bureau du shérif,
Roberval le 3 mai 1938. 2289—18-2-o

[Première publication, 7 mai 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Roberval. No. 9314

DAME MARIE LAVOIE, of St. Gédéon, widow of the late Joseph Laberge, farmer of the said place, Plaintiff; vs EUGENE GAGNON, son of Onésime, farmer of St. Gédéon, both personally and in his quality of tutor to the minor children of his deceased wife Dame Hélène Tremblay, Defendant.

As belonging to the said defendant:—

1. The lot of land number twenty-nine A (No. 29-A) of the official cadastre for the fourth range of the Township of Signaï, in the county of Lake St. John, together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. The south part of lot number twenty nine A (S. Pt. 29-A) of the official cadastre for the third range of the said Township of Signaï, county of Lake St. John, with also the buildings thereon erected and dependencies; the said lot bounded as follows: on the north, by the C.N.R. line; on the south by the second and third range road; on the West by the land of Wilfrid Gagnon or representatives and on the East by the land of Napoléon Duchesne or representatives.

The said lots hereinabove described to be sold "en bloc", according to law, at the church door of the parish of St. Gédéon in the district of Roberval, on WEDNESDAY the EIGHTH day of the month of JUNE (1938) at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HARVEY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Roberval, May 3, 1938. 2290—18-2

[First publication, May 7, 1938]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 21

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dowie vs McDonell 1991
Kruvant vs Sivkin 1991

ANNONCEURS:—AVIS AUX 1919

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant les employés de garages de Québec 2000

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière 1948
Crédit Foncier Franco-Canadien 1990
Revision de la liste électorale de la cité de Lachine 1990
Revision de la liste électorale de la cité de Verdun 1990
Saint-Jude Gold Mines, Limited 1990
Syndicat Indépendant de la Fourrure de Québec 1991

BUREAU-CHEF:—

Astoria Quebec Mines Ltd 1991

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21

ACTIONS FOR SEPARATIONS AS TO PROPERTY:—

Dowie vs McDonell 1991
Kruvant vs Sivkin 1991

ADVERTISERS:—NOTICE TO 1919

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the garage employees of Quebec 2000

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission 1948
Crédit Foncier Franco-Canadien 1990
Revision of the electoral list of the city of Lachine 1990
Revision of the electoral list of the city of Verdun 1990
Saint-Jude Gold Mines Limited 1990
Syndicat Indépendant de la Fourrure de Québec 1991

CHIEF-OFFICE:—

Astoria Quebec Mines Ltd 1991

CHARTES—ABANDON DE:—

The Gilmour Chair Co. Ltd. 1992
The National Soft Drinks Co. Ltd. 1992

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Dufresnoy, munic. scolaire 1992
Lac Bouchette, munic. scolaire du village 1992
Malartic, munic. scolaire 1992
Port Daniel Centre, munic. scolaire 1992
Port Daniel Ouest, munic. scolaire catholique 1993
Port Daniel Ouest, munic. scolaire protestante 1993
Restigouche, munic. scolaire 1994
St-Bernard-sur-Mer, munic. scolaire 1994
St-Célestin, munic. scolaire du village 1994
Ste-Elisabeth, munic. scolaire 1994

ERRATUM:—

Allard vs Richard 1995
Lemieux, André 1995
The Harland Engineering Co. of Canada, Ltd. 1995

LETTRES PATENTES:—

Abitibi Electric Limited 1920
Bernard Garment Incorporated 1921
Business Publishers Ltd 1923
Club de Courses de Shawinigan Falls Ltée 1925
Fields 5c-$1.00 Stores Ltd 1926
Hotel Ausable Chasm and Country Club Inc. 1929
International Crystal Limited 1932
Jos. Côté Incorporée 1936
La Société des Enchères Baillargeon Inc. —The Baillargeon Auction Society Inc. 1937
L. Gordon Tarlton Limited 1940
P. E. LaRocque Limitée—P. E. LaRocque, Limited 1943
Préville (Limited) 1944
Topps Women's Wear Inc. 1947

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Société Coopérative Commerciale Limitée 1948

LIQUIDATION, AVIS DE:—

West End Land Company 1995

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux belges de Montmagny 1996
Syndicat d'élevage de chevaux belges de Thurso 1996

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Ordonnance No 4—Amendements 2006
Ordonnance No 8—Industrie textile du coton 2006
Ordonnance No 9—Instituteurs et Institutrices de la commission scolaire de la cité de Verdun 2009

MINUTES DE NOTAIRES:—

Meunier, Jean 1996

CHARTERS—SURRENDER OF:—

The Gilmour Chair Co. Ltd 1992
The National Soft Drinks Co. Ltd. 1992

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Dufresnoy, school munic. 1992
Lac Bouchette, school munic. of the village 1992
Malartic, school munic. 1992
Port Daniel Centre, school munic. 1992
Port Daniel West, catholic school munic. 1993
Port Daniel West, protestant school munic. 1993
Restigouche, school munic. 1994
St-Bernard-sur-Mer, school munic. 1994
St-Célestin, school munic. of the village 1994
Ste-Elisabeth, school munic. 1994

ERRATUM:—

Allard vs Richard 1995
Lemieux, André 1995
The Harland Engineering Co. of Canada, Ltd. 1995

LETTERS PATENT:—

Abitibi Electric Limited 1920
Bernard Garment Incorporated 1921
Business Publishers Ltd 1923
Club de Courses de Shawinigan Falls Ltée 1925
Fields 5c-$1.00 Stores Ltd 1926
Hotel Ausable Chasm and Country Club Inc. 1929
International Crystal Limited 1932
Jos. Côté Incorporée 1936
La Société des Enchères Baillargeon Inc. —The Baillargeon Auction Society Inc. 1937
L. Gordon Tarlton Limited 1940
P. E. LaRocque Limitée—P. E. LaRocque Limited 1943
Préville (Limited) 1944
Topps Women's Wear Inc. 1947

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Société Coopérative Commerciale Limitée 1948

WINDING UP NOTICE:—

West End Land Company 1995

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux belges de Montmagny 1996
Syndicat d'élevage de chevaux belges de Thurso 1996

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Ordinance No. 4—Amendments 2006
Ordinance No. 8—Cotton Textile Industry 2006
Ordinance No. 9—Male and female teachers of the city of Verdun School Board 2009

NOTARIAL MINUTES:—

Meunier, Jean 1996

NOMINATIONS:—

Diverses 1996

SOUMISSIONS:—

St-Jérôme, ville de 1997

VENTES PAR LICITATION:—

Faubert *et al* vs Faubert *et al* 1998
Nitschke vs Nitschke *et al* 1999
Roy vs Harbec *et al* 1997

VENTE POUR TAXES:—

Huntingdon, ville de 2000

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Gervais 2011

MONTMAGNY:—

Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de St-Paul vs Godbout 2011

QUEBEC:—

La Caisse Populaire de St-Sauveur vs Lemieux 2012

RICHELIEU:—

Champagne *et al* vs Caron *et vir* 2012

RIMOUSKI:—

Massé vs Desrosiers 2013

ROBERVAL:—

Lavoie vs Gagnon 2014

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1996

TENDERS:—

St. Jérôme, town of 1997

SALES BY LICITATION:—

Faubert *et al* vs Faubert *et al* 1998
Nitschke vs Nitschke *et al* 1999
Roy vs Harbec *et al* 1997

SALE FOR TAXES:—

Huntingdon, town of 2000

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Gervais 2011

MONTMAGNY:—

Curé and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of St. Paul vs Godbout 2011

QUEBEC:—

La Caisse Populaire de St-Sauveur vs Lemieux 2012

RICHELIEU:—

Champagne *et al* vs Caron *et vir* 2012

RIMOUSKI:—

Massé vs Desrosiers 2013

ROBERVAL:—

Lavoie vs Gagnon 2014

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.